

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 1
MARS 2001
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION



Désendettement
Le fardeau colossal des pays
en développement est un défi
pour la communauté internationale

L'Inde, un pays entre la recherche
de pointe et l'agriculture archaïque

Dix ans après Rio
Qu'est devenu le crédit suisse de
300 millions pour l'environnement ?

DOSSIER



DÉSENDETTEMENT

La Suisse, pionnière, tente de stopper la spirale

Jamais on n'avait accordé autant d'attention qu'aujourd'hui à la dette des pays les plus pauvres, ni travaillé aussi fiévreusement à la recherche de solutions. Dans ce domaine, la Suisse a depuis longtemps joué un rôle précurseur.

6

«On pourrait faire bien davantage»

Entretien avec le Britannique Matthew Martin, internationalement connu en tant que professionnel du désendettement

12

Dettes converties en machines à coudre

La Suisse est engagée depuis 1993 dans une opération bilatérale de désendettement avec la Tanzanie

14

Le waru-waru entame une seconde vie

Sur l'Altiplano, un projet de la DDC permet aux paysans d'améliorer leur productivité en pratiquant un savoir ancestral

24

FORUM



Dix ans après les promesses faites à Rio

Rosemarie Bär, coordinatrice de la politique de développement auprès de la Communauté de travail des œuvres d'entraide, évoque «Rio + 10» et les projets suisses pour l'environnement

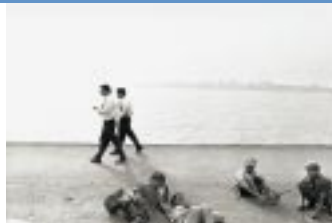
26

Carte blanche

Très souvent en tournée, l'humoriste Massimo Rocchi a une relation particulière avec sa valise

29

HORIZONS



INDE

Sacrifices rituels et temples de l'informatique

Un pays immense et d'une incomparable diversité, un pays plein de contrastes, attaché à ses traditions, mais aussi porté vers l'avenir

16

À travers le voile

La politologue Medha Kotwal Lele observe les femmes indiennes au seuil d'un millénaire qui leur réserve de nombreux défis

20

DDC

Opinion DDC

Les enseignements à tirer de quatre décennies de coopération suisse

21

Un capitalisme sans capital en Moldavie

La Suisse a accordé une aide humanitaire à cette ancienne république soviétique, qui est aujourd'hui le pays le plus pauvre d'Europe

22

CULTURE



Un cinéophile-éprouvette

Le chimiste Martial Knaebel, directeur du Festival international de films de Fribourg, connaît mieux que personne les films du Sud

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, que sont les pays en transition ?	25
Service	33
Impressum et bulletin de commande	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Ni bobard, ni contradiction

La Suisse est un pays sous-développé. Du moins, c'est ce que laissaient entendre ces derniers mois les gros titres des journaux : « La Suisse reçoit une aide au développement », « Des Indiens au secours de la Suisse », ou encore « La Suisse va chercher en Inde les compétences qui lui manquent ». Ce n'est là ni un bobard, ni une contradiction. Il manque en Suisse des centaines d'informaticiens, alors qu'en Inde près de 100 000 spécialistes des technologies de l'information arrivent chaque année sur le marché du travail ! Alors, certains d'entre eux viennent en Suisse et fournissent ici une aide au développement. En attendant que la Suisse ait mis en place l'infrastructure et la formation requises pour satisfaire la demande. C'est bien naturel, et nous en sommes reconnaissants aux Indiens.

L'Inde est un pays en développement qui compte un milliard d'habitants. Deux tiers des femmes et un tiers des hommes sont analphabètes. Les contrastes de ce pays sont aussi gigantesques que ses problèmes. La Suisse fournit à l'Inde une aide au développement depuis 1961. Ce n'est ni un bobard, ni une contradiction. La population du sous-continent a des besoins immenses dans les domaines de la formation, du perfectionnement, de la promotion des femmes, des capacités de gestion, pour ne citer que ces aspects... S'il est vrai que la coopération suisse est une goutte d'eau dans l'océan, cette aide est bien naturelle et les Indiens nous en sont reconnaissants. À la rubrique « Horizons »,

découvrez le portrait de ce pays et un éclairage sur la situation des femmes (page 16).

La Suisse est un petit pays riche et développé. Les pays en développement sont pauvres. Leurs dettes totalisent le chiffre astronomique de 2500 milliards de dollars. C'est aussi pour cela qu'ils connaissent entre autres problèmes celui de la faim. Malgré sa petitesse, malgré le surendettement désespérant des pays en développement, la Suisse joue depuis les années 70 un rôle moteur dans l'effort entrepris à l'échelle planétaire pour résoudre les problèmes posés par la dette extérieure des pays démunis. Là encore, ce n'est ni un bobard ni une contradiction. La petite Suisse est capable de réfléchir globalement. Même les experts internationaux reconnaissent que nos spécialistes ont de précieuses compétences en matière de désendettement et ils nous en remercient. Lisez notre dossier à ce sujet.

Harry Sivec
Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)

PS: Les États-Unis sont un pays sous-développé. Dans la célèbre Silicon Valley, où les meilleurs informaticiens bricolent l'avenir de la planète, un quart de ces spécialistes sont maintenant originaires de l'Inde. Les Américains en sont reconnaissants.



Tomas Bertelsen

Le frigo du désert

(bf) Dans la savane semi-désertique du Nigeria, on vit essentiellement de l'agriculture. L'absence d'électricité, donc de réfrigération, fait que les aliments frais s'altèrent en quelques jours. Mohammed Bah Abba, âgé de 36 ans, a trouvé un moyen génialement simple de conserver fruits, légumes et autres denrées périssables sans apport d'énergie extérieure. Son « pot dans le pot », sorte de réfrigérateur du désert, a tant de succès sous ce climat chaud et sec que Mohammed Bah Abba fait maintenant fabriquer ces récipients en argile par des potiers locaux à plus de 7000 exemplaires par année. Il a récemment reçu un des fameux Prix Rolex à l'esprit d'entreprise et espère pouvoir ainsi approvisionner tout le Nord du Nigeria au cours des cinq prochaines années.

Reverdifier Haïti

(gn) Dans un village au sud de Port-au-Prince, 500 écoliers participent à une opération de reboisement en chantant en chœur leur volonté de « reverdifier Haïti ». À part les 500 arbres qu'ils planteront ce jour-là, ils veulent également réhabiliter des bassins versants et réaménager un étang utilisé jusqu'ici comme décharge.

Cette journée a été mise sur pied par le Réseau des écoles vertes (Rev). Fondé en 1997 pour reboiser Haïti, le Rev regroupe aujourd'hui 35 écoles et plusieurs groupements paysans. Il n'y a pratiquement plus de forêts en Haïti et l'érosion est un grave problème. Face à cette situation extrêmement précaire, certains désespèrent presque : « C'est difficile pour nous de relever le défi de reverdifier Haïti. J'en arrive même à penser qu'il est trop tard », dit Jonas Pierre (17 ans). Mais Gesnel Auguste, qui œuvre depuis six ans pour le développement écologique de son village,



Siti Pictures

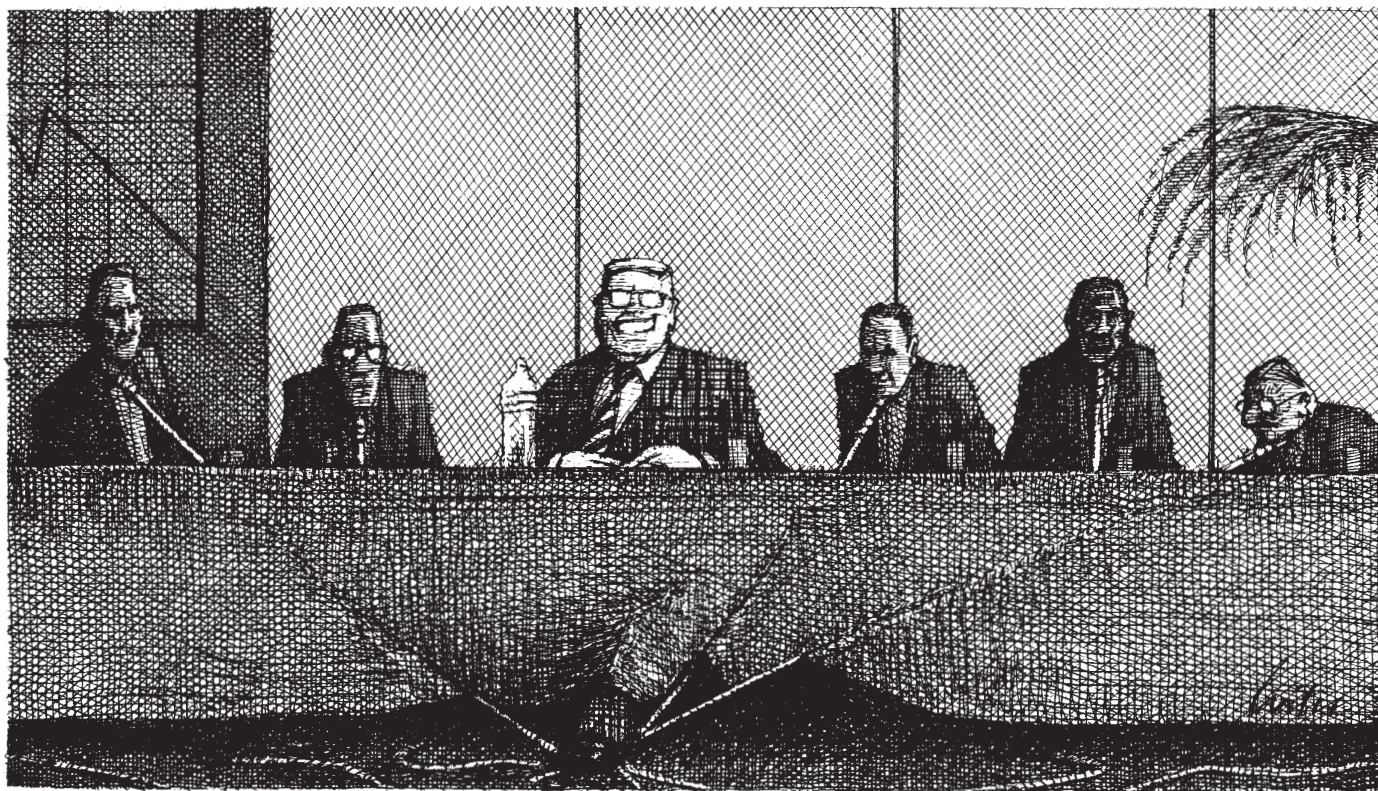
balaie ces doutes et souligne que les premiers résultats sont encourageants. Grâce aux arbres plantés, la situation générale s'est déjà améliorée. Et les récoltes sont à nouveau généreuses.

Le Sud fumera des américaines

(gn) L'industrie américaine du tabac souffre des campagnes sur les méfaits de la fumée qui se déroulent dans son propre pays. C'est pourquoi l'État vient au secours de cette branche malmenée, en décidant de soutenir ses exportations. Il entend y consacrer 100 millions de dollars. Cette aide stimulera en particulier les exportations dans les pays du Sud, où la consommation de tabac constitue déjà un problème de santé majeur. Lors d'une conférence internationale sur le thème « tabac et santé », à Chicago, on a appris que le tabagisme fait chaque année environ 4 millions de victimes, dont 70 pour cent dans les pays en développement.

Code de conduite pour touristes

(gn) À l'occasion de la Journée mondiale du tourisme 2000, un code de conduite a été élaboré à l'intention des professionnels du voyage. Il vise à promouvoir activement la lutte contre les abus sexuels envers des enfants. Plus de 2 millions de mineurs sont victimes de ces pratiques dans le monde et le tourisme sexuel y est pour beaucoup – en Asie surtout. Les agences de voyage qui signent le Certified Code of Conduct s'engagent à adopter une philosophie d'entreprise qui condamne sans ambiguïté l'exploitation sexuelle d'enfants par des touristes. Elles doivent d'une part attirer



Dettes



l'attention de leur clientèle sur le fait que les relations sexuelles avec des mineurs sont un crime et d'autre part s'employer à faire respecter ce code dans les régions qui sont des destinations de vacances.

Virus et parasites

(gn) Les chercheurs de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID), à Bethesda, dans le Maryland,

ont fait des découvertes intéressantes concernant deux graves maladies tropicales. Les résultats de tests effectués sur des singes leur ont donné l'espoir de mettre au point prochainement une nouvelle méthode de vaccination contre la maladie d'Ébola, généralement mortelle. Sur la base de leurs expériences, les scientifiques pensent qu'il est possible de neutraliser le virus

Ébola grâce à une immunisation par ADN. D'autre part, les chercheurs américains ont poursuivi leurs travaux sur le *Plasmodium falciparum*, parasite responsable du paludisme. Ils ont établi qu'un seul gène était à l'origine de la résistance du *Plasmodium* envers la chloroquine, un des principaux médicaments utilisés pour prévenir la malaria, surtout en Afrique orientale et en Asie du Sud-Est. La découverte du

NIAID devrait permettre de vaincre la résistance du parasite. Et la chloroquine retrouverait alors toute son efficacité.



La Suisse, pionnière,

L'endettement des pays pauvres fait depuis deux ans l'objet d'une attention plus soutenue que jamais. Et l'on travaille fiévreusement à lui trouver une solution. Mais il y a longtemps déjà que la Suisse assume un rôle important et créatif dans le processus de désendettement des pays en développement. Un dossier de Beat Felber.



tente de stopper la spirale

«L'exploitation des pays pauvres est une honte», «Pensez aux affamés quand vous mangez!», «Notre planète n'est pas à vendre». Toujours plus nombreux sont les manifestants qui affluent aux réunions des puissants de ce monde, exprimant leurs opinions tranchées sur les banderoles déployées dans la rue. Le mouvement a commencé en juillet 1999 à Cologne, à l'occasion du sommet

économique du G7 (groupe des sept nations les plus riches). Il s'est poursuivi en décembre 1999, lorsque 200 000 personnes en colère ont fait capoter le congrès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, puis en septembre 2000, lors du sommet monétaire qui se tenait à Prague. Les idées et les revendications de ces manifestants sont très hétérogènes. Les uns sont des ennemis jurés de la mondialisation, d'autres protestent contre le grand capital ou se mobilisent contre l'amenuisement de la coopération au développement au niveau mondial. Il y a pourtant une chose qui les fait tous descendre dans la rue: l'impuissance de ce monde à maîtriser la pauvreté. Si l'on peut avoir des opinions très diverses sur les causes de ce fléau et la meilleure façon de le combattre, aussi bien les spécialistes que l'opinion publique en général se rejoignent depuis quelques années sur un point déterminant: l'endettement des pays les plus démunis est un des principaux obstacles sur la voie du développement durable et dans la lutte contre la pauvreté.

Leurs dettes sont écrasantes. Additionnées, elles atteignent aujourd'hui des centaines de milliards de dollars. Les organisations de développement ont calculé que les seuls intérêts suffiraient pour nourrir à peu près les trois quarts des 800 millions d'individus souffrant de malnutrition dans le monde. Les conséquences du service de la dette peuvent être dramatiques. Dans les cas extrêmes, le pays débiteur se voit couper les crédits; et s'il en obtient tout de même, c'est à des taux anormalement élevés (actuellement, un débiteur normal obtient un taux de 6% pour un crédit de dix ans, tandis qu'un pays lourdement endetté paie au moins 10% pour un prêt de cinq ans). De plus, les créanciers étrangers éviteront d'investir dans ce pays. Mais s'il veut obtenir de l'argent frais, l'État est obligé de payer les intérêts échus. Pour cela, il va augmenter les impôts ou tenter par tous les moyens de décrocher d'autres subsides. Cette spirale de l'endettement a des conséquences bien prévisibles: il ne reste plus d'argent à consacrer aux besoins sociaux, à l'éducation et à la santé (voir l'article sur la Tanzanie, page 14).

Les créanciers sont coresponsables

Le danger que représente la spirale de la dette n'est pas nouveau. Ce phénomène ne se limite pas aux années 80, 90 ou au tournant du millénaire. Le débat sur les risques inhérents au surendettement des pays les moins avancés a commencé dès les années 60. Au cours des années 70, la situation financière de ces pays s'est dégradée à tel point

Liens

Les informations les plus récentes sur l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE): www.worldbank.org/hipc/

Tout ce qu'il faut savoir sur l'organisme de désendettement indépendant Debt Relief International, dirigé par Matthew Martin: www.dri.org.uk

La Suisse et son programme de désendettement sur le site de la Communauté de travail des œuvres d'entraide suisses: www.swisscoalition.ch

Le thème de la pauvreté sur le site de la Banque mondiale: www.worldbank.org/poverty

Une cellule de réflexion, l'Institut international du développement durable: www.iisd1.iisd.ca/

Vus sous l'angle économique, tous les rapports de la Suisse avec le désendettement et l'initiative PPTE: www.seco-admin.ch (cliquer sur «développement et transition»)

Le Fonds monétaire international et le désendettement: www.imf.org/external/np/hipc

Un site passionnant sur l'économie mondiale, l'environnement et le développement: www.weedborn.org



Keystone



qu'une résolution de l'ONU a invité les nations industrialisées à libérer les plus pauvres des dettes contractées dans le cadre de la coopération et à ne plus accorder d'aide au développement que sous forme de subsides non remboursables.

Cela fait donc au moins deux décennies que la communauté internationale est pleinement consciente de cette crise de l'endettement. Et l'on peut bien se disputer sur ses causes, chercher à établir si les facteurs externes (par exemple la sécheresse et le marasme économique) sont plus ou moins importants que les facteurs internes (guerre, famine, instabilité politique, etc.). Il n'en reste pas moins que les pays débiteurs et les pays créanciers sont coresponsables de la crise. C'est ensemble qu'ils doivent la résoudre.

Toutes sortes d'initiatives internationales ont été prises pour venir à bout de ce problème depuis qu'il a éclaté en 1982, mais la percée n'a eu lieu qu'en 1996. Les créanciers multilatéraux que sont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont alors lancé une initiative pour soulager les pays pauvres très endettés (PPTE). Il s'agissait de ramener l'endettement et le service de la dette de 41 PPTE – la plupart situés en Afrique – à un niveau «soutenable»... Une condition était fixée aux bénéficiaires: ils devaient appliquer avec succès un sévère programme d'ajustement structurel.

La Suisse, de son côté, n'a pas attendu l'initiative PPTE pour chercher une solution à l'excédent de dettes des pays pauvres. Elle a été l'une des pre-

mières nations à reconnaître que ce n'est pas avec des réaménagements de dettes que l'on sortira de la crise, notamment en raison de l'étroite interdépendance entre ce fardeau et les perspectives de développement. C'est ainsi que depuis la résolution adoptée par l'ONU en 1977, la Suisse n'accorde plus de crédits aux pays les plus pauvres, mais uniquement des prêts non remboursables.

Un programme révolutionnaire

En 1989, la politique suisse de désendettement a fait un grand pas en avant, grâce à une pétition lancée par des organisations non gouvernementales (ONG). Intitulée «Le désendettement: une question de survie», cette pétition munie de 250 000 signatures demandait la création d'un «fonds de désendettement» de 700 millions de francs en prévision du 700^e anniversaire de la Confédération. L'idée a finalement été approuvée par le Parlement. Sur ce montant, 400 millions ont été affectés directement au désendettement (en plus des 100 millions déjà prévus pour cet usage) et 300 millions à des projets environnementaux dans des pays en développement (voir interview page 26).

Ce programme était révolutionnaire à plusieurs titres. Le Secrétariat d'État à l'économie (seco), qui en assumait la responsabilité, a collaboré pour sa mise en œuvre avec les ONG suisses et la DDC. Il s'agit là d'une forme inédite de coopération. C'était en effet la première fois qu'un gouvernement national travaillait directement avec des

Tandis que les habitants des pays en développement souffrent toujours plus sous le poids de la dette, la pression publique sur la Banque mondiale augmente à vue d'œil

ONG à la réalisation d'une campagne de désendettement.

Par ailleurs, la Suisse était alors le seul pays du monde disposé à mettre sur pied un programme systématique de désendettement, officiellement assorti d'un crédit ad hoc. Certes, il arrivait que d'autres pays remettent leurs créances à l'égard de pays pauvres, mais ces décisions étaient le plus souvent laissées au hasard: quand à la fin de l'année, il restait de l'argent sur le budget de l'État, on envisageait la possibilité de l'affecter à une action de désendettement.

La Suisse ne se contentait pas d'effacer des créances. En contrepartie, elle demandait au pays débiteur de s'attaquer aux causes concrètes du surendettement par des moyens appropriés: réformes économiques, bonne gestion des affaires publiques, meilleure gestion de la dette ou affectation de ses propres ressources à des projets de développement. Cependant, les initiateurs suisses s'étaient rendu compte dès la conception de leur campagne qu'une remise de dette accordée exclusivement par la Suisse ne représenterait pour le Sud qu'une goutte d'eau dans l'océan. Il fallait donc que ce programme incite d'autres créanciers à lancer des



actions analogues. Et aussi que l'opération serve à promouvoir le développement au sens large du terme, par le biais d'un «désendettement créatif». L'idée de base était la suivante: comme l'annulation pure et simple de dettes extérieures bilatérales n'agit que sur le budget de l'État et sur sa balance des paiements, il s'agissait d'en prolonger l'effet jusqu'au niveau «micro-économique», afin que la population pauvre puisse en profiter. Pour ce faire, on instituait dans le pays en développement un «fonds de contrepartie» en monnaie locale correspondant au montant de la dette remise; et ce fonds finançait directement des projets de développement.

Les résultats sont évidents: 470 des 500 millions de francs disponibles ont été utilisés. À eux seuls, les 70 millions versés dans les fonds de contrepartie ont permis d'effacer des dettes publiques contractées par 19 pays pour un montant total de 1,3 milliard de francs. Mais la majeure partie de cet argent a été affectée à des actions de désendettement multilatérales et à l'assistance technique.

Une étude a été faite sur la politique suisse de désendettement au cours des dix dernières années, sur la manière dont cette politique a été perçue à l'étranger et sur le fonctionnement de la coopération entre le seco, les ONG et la DDC. Ses résultats paraissent en même temps que le présent numéro d'*Un seul monde* (voir en marge). Il est certain, en tout cas, que le «désendettement créatif» d'origine suisse a rencontré un écho international.

Questions ouvertes

Il est certain également que la Suisse est pour beaucoup dans la réalisation de l'initiative PPTE. D'emblée, elle y a contribué activement. Jusqu'à

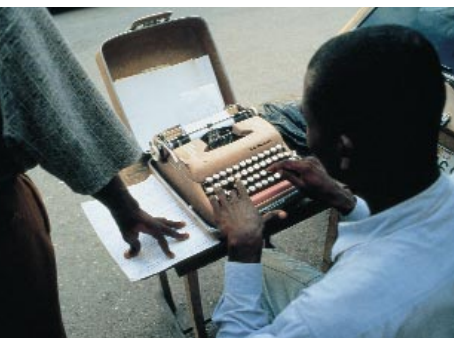
Publications intéressantes

Vous souhaitez en savoir davantage sur la question du désendettement en général, sur la Suisse et sur sa politique en la matière? Deux publications vous plongeront dans cette problématique.

La brochure *Dix ans de mesures de désendettement* présente les résultats d'une étude consacrée au programme suisse de désendettement, notamment par rapport à ce qui se fait sur le plan international. Elle peut être obtenue auprès de la DDC, du seco et du Service de désendettement de la Communauté de travail des œuvres d'entraide.

La revue *Widerspruch* a consacré son numéro 38 au thème de la mondialisation, sous le titre «Globalisierung und Widerstand». Des spécialistes suisses et étrangers s'y expriment de manière approfondie sur la question de l'endettement. Ce numéro est disponible uniquement en allemand, au prix de 21 francs. *Widerspruch*, Case postale, 8026 Zurich, tél. 01 273 03 02





présent, elle a versé 160 millions de francs à divers fonds fiduciaires des PPTE. La pression internationale en faveur d'une solution définitive à la crise a débouché ces derniers mois sur des résultats tangibles: le désendettement de 20 pays était financé à la fin de l'année 2000; et il est prévu d'étendre cette action à d'autres pays très endettés. Bien qu'il ne soit pas encore durablement garanti, le financement de ces opérations est assuré à court terme par les contributions de la Suisse et d'autres pays industrialisés.

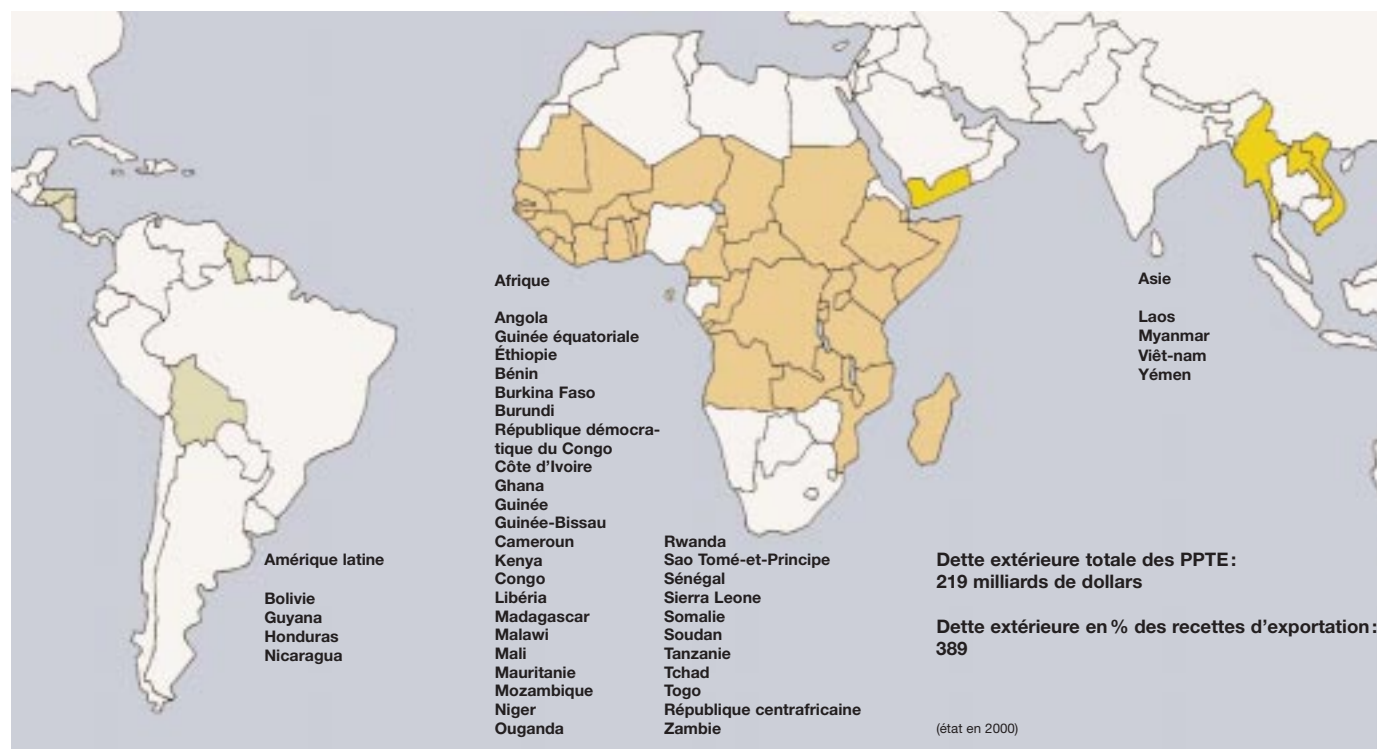
Mais certaines questions restent ouvertes. Qu'advient-il des pays qui ne remplissent pas les critères rigoureux de la Banque mondiale? Comment concilier rapidité et qualité du désendettement (pour que celui-ci soit autant que possible définitif)? Les PPTE sont-ils réellement en mesure d'investir dans des programmes sociaux les fonds budgétaires libérés par les mesures de désendettement?

Quant à savoir s'il sera possible de stopper la spi-

rale de l'endettement, tous les milieux concernés sont unanimes à souligner le seul critère déterminant à cet égard: la communauté internationale est-elle disposée à combattre la pauvreté non seulement en paroles, mais également par des actes? Les mois et les années qui viennent nous le diront. ■

(De l'allemand)

Les pays pauvres très endettés (PPTE)



Les créanciers des pays pauvres les plus endettés du monde

Fonds monétaire international (FMI)

Le FMI est le plus important bailleur de fonds des pays en développement. Et pourtant, ses créances à l'égard des PPTE atteignent un total relativement modeste de 9,4 milliards de dollars. Cela s'explique par son statut de créancier privilégié : on rembourse les crédits du FMI avant les dettes bilatérales. L'importance particulière de cette institution tient au fait qu'elle joue un rôle central dans la gestion de la crise de l'endettement. Les opérations de restructuration de la dette et de désendettement sont toujours tributaires de conventions passées avec le FMI, qui impose des programmes d'ajustement structurel. Le Club de Paris (voir plus loin) et les créanciers bilatéraux suivent plus ou moins les recommandations macro-économiques du FMI. Celui-ci exerce avec la Banque mondiale une fonction essentielle dans l'analyse de la situation économique d'un pays en développement, dont il juge par exemple si son endettement est supportable. Il sert aussi de référence pour l'octroi de nouveaux transferts de fonds bilatéraux et privés dans les pays du Tiers Monde.

Banque mondiale

Le groupe de la Banque mondiale comprend la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), dont les crédits sont octroyés à des conditions proches de celles du marché, et l'Association internationale pour le développement (AID), qui prête à des conditions extrêmement favorables (sans intérêts, pour 35 à 40 ans). C'est auprès de l'AID que les PPTE ont contracté l'essentiel de leurs dettes multilatérales, à savoir 36,6 milliards de dollars. La part de la BIRD ne se monte qu'à 2,6 milliards. Un des critères de qualification imposés par l'initiative PPTE est que le pays remplisse les conditions justifiant l'accès aux crédits de l'AID.

Donateurs bilatéraux

Les dettes bilatérales englobent les crédits de l'aide publique au développement et les créances commerciales du secteur privé. Les créanciers bilatéraux se réunissent au sein du Club de Paris, où les opérations de conversion et/ou de désendettement se décident de cas en cas. Presque tous les PPTE ont déjà obtenu des réaménagements de dettes auprès du Club de Paris.



Still Pictures

« On pourrait faire bien davantage »

Directeur de l'organisation non gouvernementale Debt Relief International, basée à Londres, Matthew Martin est l'un des rares professionnels du désendettement de réputation internationale. *Un seul monde* lui a demandé son avis sur les chances de résoudre la crise de l'endettement, les moyens envisageables et le rôle de la Suisse dans ce contexte.



Matthew Martin

L'économiste anglais Matthew Martin a étudié l'économie politique internationale à la London School of Economics. Puis il a travaillé à l'Université d'Oxford et à l'Overseas Development Institute. Il a ensuite participé dans une mesure déterminante à la création de deux ONG à but non lucratif, Debt Relief International (www.dri.org.uk) et Development Finance International (ancienne External Finance for Africa). Toutes deux s'occupent essentiellement de questions associées au désendettement des pays en développement. Depuis juillet 1997, Matthew Martin est directeur de Debt Relief International, dont la Suisse est un des pays donateurs.



1870, 1930, 1970, 2001 : L'histoire indique que les crises de l'endettement se répètent à intervalles de 30 à 50 ans. Cela correspond-il à une loi économique ?

Matthew Martin : Au premier abord, on a effectivement l'impression que les crises de l'endettement sont soumises à une loi naturelle. Pas seulement pour les pays en développement, mais aussi pour quantité de secteurs et d'entreprises dans les économies développées. Les prêteurs accèdent à de nouveaux marchés, les emprunteurs acceptent trop vite cet argent – tout le monde s'expose à des risques excessifs. Les crises ne sont pourtant pas inévitables. Si les uns et les autres prenaient l'engagement ferme de prévenir ces cycles, si les mécanismes de régulation et la gestion des affaires publiques étaient améliorés à l'échelle mondiale, cela nous aiderait à y échapper.

L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) a suscité de grands espoirs.

Permettra-t-elle de stopper définitivement la spirale de l'endettement ?

Certainement pas, et cela pour deux raisons. Premièrement, beaucoup considèrent que le montant du désendettement prévu par l'initiative PPTE est insuffisant. On pourrait faire bien davantage pour améliorer cette initiative. Par exemple, s'assurer que les montants et la chronologie du désendettement (et d'autres flux financiers) soient adaptés aux besoins concrets d'une lutte durable contre la pauvreté, plutôt qu'à la volonté des créanciers de mettre de l'argent à disposition.

... et deuxièmement ?

Même si l'on considère comme suffisantes les dispositions prises jusqu'à présent, les mécanismes censés résoudre le problème de l'endettement sont inappropriés, pour les raisons suivantes :

– Nombreux sont les pays débiteurs qui n'ont pas un contrôle suffisant sur le financement extérieur et intérieur de leur développement. Sans assistance en vue d'une meilleure gestion, sans contrôle des



Keystone

Il n'existe toujours pas une «architecture» internationale qui mette les pays lourdement endettés à l'abri des fluctuations que subissent par exemple les prix des matières premières ou les taux d'intérêt

flux de capitaux privés et des nouveaux emprunts publics, ils en arriveront inmanquablement à financer leur développement par de nouvelles dettes extérieures et intérieures.

- Quantité de créanciers continuent de se montrer irresponsables en injectant de l'argent beaucoup trop cher dans des projets non productifs.

- Il n'existe aucune «architecture» internationale qui puisse mettre les pays lourdement endettés à l'abri des fluctuations que subissent par exemple les prix des matières premières ou les taux d'intérêt.

- Le système international manifeste une volonté et une capacité très limitées de prévenir des conflits et l'instabilité dans les PPTE par une lutte durable contre la pauvreté.

Un des instruments les plus efficaces contre le surendettement semble être le renforcement des capacités. Qu'est-ce que cela signifie? Est-ce la panacée dont on rêve depuis longtemps?

Le renforcement des capacités peut constituer, pour les pays débiteurs, un moyen très efficace de mieux gérer le financement de leur développement. Cela signifie que le pays bénéficiaire définira le soutien dont il a besoin et se dotera d'une politique appropriée. Ces besoins seront satisfaits en transférant sur place un maximum d'aptitudes et de compétences. Au lieu de rendre les gouvernements tributaires des «conseils» de l'assistance technique, cette forme de développement renforce la capacité de gestion et la coordination des organes gouvernementaux. Cela les aidera à prévenir une nouvelle poussée de surendettement.

Qu'est-ce qui garantit qu'après l'opération de désendettement un pays ne recommence pas à s'endetter?

Il n'y a aucune garantie à cet égard, comme l'a souvent montré l'histoire de pays développés ou sous-développés. Le renforcement des capacités

peut y aider jusqu'à un certain point. Mais les créanciers comme les débiteurs ont une mémoire étonnamment courte et une tendance aux comportements à risque. De plus, l'économie mondiale est extrêmement instable. Une certaine garantie que l'on évitera un nouveau surendettement peut être apportée en améliorant globalement la gestion des affaires publiques. Cela suppose notamment des accords destinés à empêcher des emprunts improductifs et coûteux, des fonds de prévoyance afin de parer à d'éventuels chocs économiques ainsi que des efforts accrus visant à atténuer les conflits et l'instabilité politique dans les pays en développement.

Quel est le rôle de la Suisse dans les opérations internationales de désendettement?

Elle joue depuis les années 80 un rôle moteur dans le «conseil» et le financement de ces opérations. Elle a renoncé à ses créances auprès des pays les plus pauvres. Elle a largement contribué à la mise au point et au financement de l'initiative PPTE. La Suisse peut continuer d'assumer ce rôle en veillant à ce que l'initiative porte rapidement ses fruits, en s'assurant du fonctionnement des différents mécanismes propres à garantir que l'argent libéré par le désendettement soit effectivement affecté à la lutte contre la pauvreté. ■

(De l'anglais)

Dettes converties en machines à coudre

La Tanzanie est l'un des pays dans lesquels la Suisse met en pratique sa méthode de désendettement bilatéral. Depuis 1993, des contributions non remboursables ont permis d'appuyer 86 projets qui profitent directement aux personnes les plus démunies.



Gideon Mendi / Network / Lookat

La Suisse, le désendettement et les fonds de contrepartie

Quelque 250 000 personnes ont signé en 1991 la pétition « Le désendettement : une question de survie », qui a débouché ensuite sur le programme suisse de désendettement. Le site www.swisscoalition.ch de la Communauté de travail des œuvres d'entraide Suissaid / Action de carême / Pain pour le prochain / Helvetas / Caritas présente toute une série de thèmes et d'institutions qui intéressent la politique de développement. Il expose de manière détaillée l'histoire, la situation actuelle et les objectifs à long terme du programme de désendettement. On trouve également sur ce site des informations relatives aux différents fonds de contrepartie.

(bf) La Tanzanie est riche : son sous-sol contient de l'or et des diamants ; ses réserves d'eau sont immenses ; ses terres produisent du café, du thé, du coton et de la noix de cajou ; l'île de Zanzibar et les parcs nationaux attirent les touristes ; enfin, ses ports la relient au reste du monde.

Et pourtant c'est l'un des pays les plus pauvres de la planète : l'espérance de vie plafonne à 47 ans, 36 pour cent des femmes y sont analphabètes, un enfant sur sept meurt avant l'âge de cinq ans, plus de la moitié de la population est sans travail ou sous-occupée, pas plus d'un individu sur deux a accès à de l'eau potable, et une majorité des quelque 30 millions d'habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins d'un dollar par jour.

Étouffée par sa dette

Mais pourquoi la Tanzanie, malgré un bon potentiel, ne parvient-elle pas à sortir de la pauvreté et à se raccorder au marché mondial ? Les observateurs, aussi bien nationaux qu'internationaux, partagent le même avis : l'une des causes principales de ce phénomène vient du fait que le pays est étouffé

par sa dette extérieure. Celle-ci culmine aujourd'hui à 7,9 milliards de dollars. L'importance de ce chiffre n'apparaît réellement qu'en relation avec d'autres : par tête d'habitant, cet endettement représente 264 dollars, alors que le revenu atteint tout juste 210 dollars par année. Les arriérés de paiement de la Tanzanie totalisent 2,6 milliards de dollars, soit largement plus du double des recettes d'exportation annuelles (1,1 milliard). Les conséquences sont évidentes : l'argent manque précisément dans les domaines où il devrait couvrir des besoins vitaux – soins médicaux de base, mesures sociales, scolarité.

Il y a dix ans, lorsque la Suisse a réservé 400 millions de francs à son programme de désendettement, la Tanzanie était sur la liste des pays en développement qui devaient en profiter. Elle devait alors 33 millions à divers créanciers basés en Suisse. En 1993, les gouvernements suisse et tanzanien ont passé un « accord de conversion de dettes en faveur du développement ». Les dettes étaient rachetées, mais en échange, Dar es-Salaam devait faire en sorte que l'argent ainsi économisé profite à la population pauvre. La Tanzanie s'est engagée à



Gideon Mendel / Network / Lookat

verser 15 pour cent de la dette rachetée – donc à peu près 5 millions de francs – dans un fonds de contrepartie destiné à soutenir de façon ciblée des projets de développement menés par des ONG locales, des organisations d'entraide, des organismes privés ou des programmes gouvernementaux.

Une goutte d'eau dans l'océan

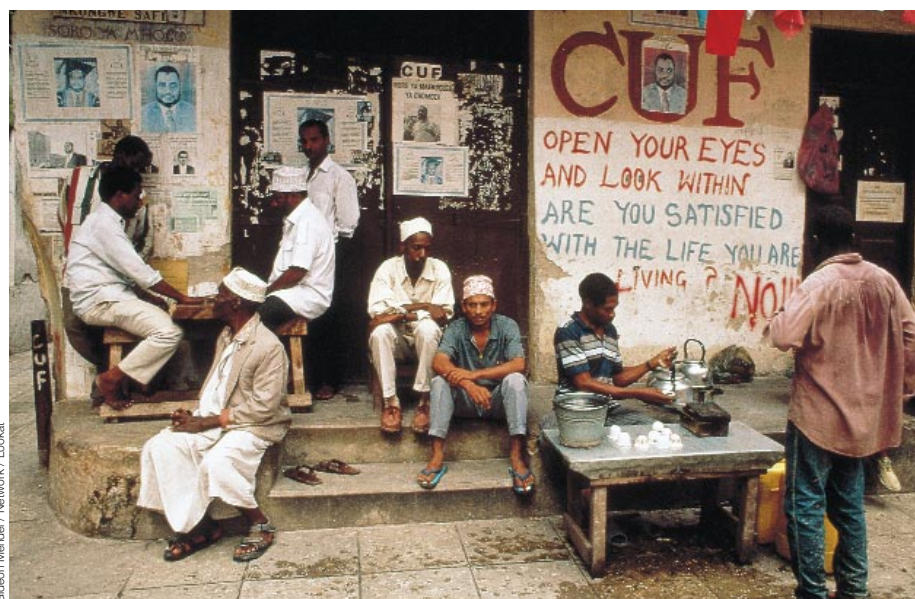
Le fonds issu de cette opération de désendettement appartient à la Tanzanie; son conseil de fondation est constitué de trois personnes qui représentent le ministère tanzanien des finances, le ministère des administrations locales et le bureau de coordination de la DDC à Dar es-Salaam. Les 516 requêtes déposées témoignent avec éloquence de la nécessité d'apporter un soutien financier aux couches sociales les plus démunies. Le fonds a approuvé 86 de ces projets et leur a accordé des contributions non remboursables. Ces projets, réalisés exclusivement par des ONG locales, concernent la santé, la lutte contre la pauvreté, le développement communal et la protection de l'environnement. Afin d'exploiter des synergies, on a retenu les mêmes domaines que ceux visés par le programme de la DDC en Tanzanie.

La gamme de projets est très vaste. Elle comprend par exemple la construction d'un atelier destiné à la fabrication de prothèses et de chaussures orthopédiques, le soutien de petites exploitations agricoles, le financement de machines à coudre et l'équipement d'un centre de formation professionnelle.

Dès le départ, la Communauté de travail Swissaid / Action de carême / Pain pour le prochain / Helvetas / Caritas a accompagné ce fonds helvético-tanzanien à titre d'observatrice indépendante. Son service de désendettement en analyse régulièrement les résultats. Christine Eberlein, de la Communauté de travail, tire un bilan très positif: «Nous savons tous que ce n'est là qu'une goutte d'eau dans l'océan. Mais ce programme prouve que le désendettement peut servir à des fins créatives et profiter directement aux plus pauvres. C'est garanti par le fait que l'argent est affecté non pas à des projets gouvernementaux, mais directement à des projets réalisés par des ONG.»

Il est prévu de clore ce fonds en juin 2001, une fois que l'argent qu'il contient aura été entièrement utilisé. Mais la Suisse continuera sur un autre plan à participer au désendettement de la Tanzanie. Ce pays – comme beaucoup d'autres parmi les plus démunis – n'est pas en mesure d'assurer une gestion durable et transparente de son endettement. C'est pourquoi la Suisse, l'Autriche, la Suède et le Danemark assument ensemble un système de gestion de la dette tanzanienne et se chargent de former des spécialistes locaux. La Tanzanie en aura besoin pour collaborer à long terme avec l'initiative internationale en faveur des PPTE (voir article principal de ce dossier) dans le but de maîtriser un surendettement qui reste écrasant. ■

(De l'allemand)



Gideon Mendel / Network / Lookat

Sacrifices rituels et temples de l'informatique

Des milliers de langues, de nombreuses écritures différentes, une multitude de cultures: l'Inde est le pays de la diversité et des contrastes. Elle navigue entre la recherche de pointe et l'agriculture archaïque, entre les fakirs et les managers, entre la pauvreté et la richesse. De Bernard Imhasly*.

L'année dernière, 10 000 nouveaux emplois ont été créés dans le village de Hinjavdi, non loin de Pune, dans l'ouest de l'Inde. Un parc technologique s'est implanté sur un terrain de 65 hectares aux abords du village: on a construit des immeubles de bureaux, équipés d'air conditionné, et une station au sol qui permet de travailler en liaison directe par satellite avec des entreprises américaines; le tout est doté d'un système autonome d'approvisionnement en énergie. Le plus grand des bâtiments appartient à Infosys, principale société informatique indienne, qui a conclu une alliance stratégique avec Microsoft.

En avril dernier, à l'approche de la fête de Bagad, les jeunes hommes ont été beaucoup plus nombreux que les autres années à briguer le rôle de la victime symbolique qui devait être offerte à la déesse Mhatoba Bhairavath. Ce sacrifice se déroule sur la colline qui surplombe l'usine futuriste. Il s'agit de remercier la déesse pour sa bonté et d'invoquer sa protection pour le village.

Les candidats n'ignoraient pourtant rien du rituel: on commence par enduire l'homme de curcuma, puis on lui enfonce dans la poitrine plusieurs crochets métalliques qui sont suspendus à l'extrémité d'une poutre de 15 mètres. Un autre homme s'accroche à l'autre extrémité pour faire contrepoids, tandis que le milieu de la poutre est posé en équilibre sur une structure de bois, elle-même installée sur un char à bœufs. Il a fallu deux heures à la procession pour traverser le village et conduire l'homme ainsi embroché au sommet de la colline. Ses cris de douleur étaient couverts par le son des tambours et par les prières de la foule compacte qui suivait le char.

Ce cortège annuel illustre parfaitement les réalités de l'Inde à l'aube du 21^e siècle. On pourrait multiplier à l'envi les exemples de contrastes tout aussi expressifs.

D'aucuns se gaussent, n'y voyant que des clichés destinés à impressionner les touristes en mal de photographies. Mais ces instantanés précis témoignent d'une réalité pleine de contradictions. Grâce à eux, l'observateur extérieur tente, souvent en vain, d'exprimer ce qu'il a vécu en Inde: une confrontation permanente entre la richesse

et la pauvreté, entre le 12^e et le 21^e siècles, entre l'agriculture archaïque et la recherche de pointe.

Surnaturel et high-tech

Cette complexité résulte à la fois des succès et des échecs de l'Inde moderne. La diversité des formes et des couleurs reflète l'immensité d'un pays qui a la taille d'un sous-continent, dans lequel la Suisse tiendrait plus de 80 fois. Un pays qui compte plusieurs milliers de langues et de nombreuses écritures, qui a engendré une multitude de cultures dont la richesse et l'histoire ont au moins 5000 ans. Malgré leurs différences religieuses, sociales et économiques, malgré les invasions et la domination étrangère, ces peuples ont réussi à préserver leur unité politique et culturelle. Et ils l'ont fait par un choix libre et démocratique, ce qui témoigne de leur vitalité.

La coexistence d'époques différentes démontre aussi la force sociale d'une tradition capable de subsister aux côtés de la modernité. Que de jeunes hommes soient prêts à se sacrifier, cela va



agenda / Jörg Bötting



Kapstone

de soi dans une société où le surnaturel est tout aussi réel que la technologie du 21^e siècle. Les candidats au rôle de victime ne sont pas issus d'un quelconque groupement conservateur et fanatique. Ils font partie de l'immense majorité; ils sont paysans, diplômés des écoles de commerce, chauffeurs de camions ou encore ouvriers dans les usines automobiles de Pune. Pour eux, le temple qui domine la colline n'est pas moins réel que les temples de verre modernes qui jalonnent la plaine.



Keystone



agenda / Jörg Böthling

La faim autour des épiceries

La persistance de conditions archaïques a aussi quelque chose de négatif. Le char à bœufs est souvent l'unique domicile du travailleur migrant et de toute sa famille. Il lui permet de gagner un peu d'argent en rentrant une récolte ou en réparant un revêtement routier. Certes, ce véhicule se prête à d'excellentes photos, mais il témoigne aussi d'un échec, puisqu'il symbolise une société incapable de garantir une existence digne à la majorité de ses membres.

Actuellement, le sous-continent indien abrite la moitié des êtres humains les plus pauvres de la planète. Les causes de ce sous-développement résident, à n'en point douter, dans la domination coloniale, qui a systématiquement pillé les grandes ressources du pays. Seule une infime partie de la plus-value a été réinvestie dans le pays, sous forme de routes, de voies ferrées, de ports et d'infrastructures institutionnelles. Lorsque l'Inde a acquis son indépendance, en 1947, elle venait de traverser une période de



J. Sturrock / Network / Lookat



Agenda / Jörg Böhmig

L'objet de tous les jours

La vache

Elle est sacrée pour de nombreux hindous, le Mahatma Gandhi lui a dédié des poèmes et les grandes villes construisent des homes de vieillesse à son intention. Elle ne fait pas que donner du lait et du fromage, elle tire la charrue, transporte la récolte et actionne le moulin. On ramasse soigneusement ses bouses, qui servent de combustible. La vache est également un moyen de transport. Et lorsqu'elle erre à travers le village, elle mange les détritiques, sacs en plastique compris. Mais elle est loin d'être un modèle d'abondance : elle donne peu de lait et n'a le plus souvent que la peau sur les os. Son utilité économique ne suffit donc pas à expliquer la vénération dont elle fait l'objet. En Inde, le paysan pauvre se reconnaît dans cette maigre créature éreintée ; elle exprime la même soumission que lui face aux aléas du destin, mais aussi la même ténacité à en tirer néanmoins le meilleur parti.

famine qui avait coûté la vie à plusieurs millions de personnes. Depuis lors, le pays n'a plus connu de famine. Il possède aujourd'hui une infrastructure industrielle solide et une agriculture qui exporte chaque année des millions de tonnes de riz. Pourtant, la faim est toujours là ; elle côtoie les petites épiceries villageoises qui débordent de produits de consommation. La production n'est pas en cause. C'est le pouvoir d'achat qui est trop faible.

Privileges des castes et des classes

La faim est aussi la conséquence de fortes disparités dans le développement social et économique. En 1947, les pères fondateurs de l'Inde ont créé un pays industriel moderne. Guidée par le Mahatma Gandhi et Jawaharlal Nehru, la lutte contre la puissance coloniale avait duré plusieurs décennies. Elle avait généré une élite politique qui se servait des manifestations pacifiques comme d'une arme politique, jetant ainsi les bases d'un État où la participation démocratique est solidement ancrée.

Ce combat non violent pour l'indépendance a fait école dans d'autres colonies. Pourtant, la naissance de l'Inde a été particulièrement sanglante : plus d'un million de personnes sont mortes et le sous-continent a été scindé en deux, puis en trois États. Leurs frontières ont été tracées de manière grossière selon des identités religieuses : les hindous en Inde, les musulmans au Pakistan et, plus tard, au Bangladesh. Soucieux de pérennité, les pères fondateurs ont repris de leurs prédécesseurs coloniaux le modèle d'un État autoritaire, qui, sous l'apparence d'une démocratie parlementaire, dominait les processus économiques et tolérait les anciens privilèges de castes et de classes.

Résultat de cette politique : une structure indus-



Franck Faville / Vu

trielle variée mais inefficace et un appareil étatique surdimensionné, où la concentration du pouvoir ne pouvait qu'entraîner la corruption. Par ailleurs, la structure élitiste de l'administration a permis de préserver l'ancien modèle des castes, qui considère par exemple l'activité artisanale comme un travail indigne. Et qui nie aux « hors-castes » le droit de se sacrifier à la déesse de Hinjavdi. ■

* Bernard Imhasly est correspondant de la « Neue Zürcher Zeitung » en Inde

(De l'allemand)

La Suisse et l'Inde : partenaires depuis 40 ans

(bf) En janvier dernier, quand la terre a tremblé en Inde, le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe est arrivé sur place avant tous les autres secours. Et ne c'est pas un hasard. La Suisse dispose d'un bon réseau de partenaires à l'intérieur du pays, ce qui lui a permis d'apporter une aide efficace. L'Inde compte parmi les pays où la coopération suisse a débuté ses activités et elle est aujourd'hui un de ses pays de concentration. Présente depuis 1961, l'aide suisse se concentre sur les États du sud (Kerala, Tamil Nadu, Karnataka, Andhra Pradesh, Orissa) et du nord-ouest (Rajasthan, Gujarat). La Suisse favorise le développement de ses partenaires dans différents domaines : formation et perfectionnement, promotion des femmes, capacités de gestion et d'organisation.

Voici les priorités des divers programmes :

Exploitation durable des ressources et protection de l'environnement : L'accent est mis sur la protection contre l'érosion dans les bassins versants des régions semi-arides, sur l'élevage (gros et

petit bétail) et sur l'économie laitière.

Promotion de l'artisanat et du petit crédit :

L'objectif est de faciliter l'accès des plus pauvres au système bancaire, à des groupes d'épargne et au petit crédit. On favorise le développement et le maintien d'associations professionnelles et d'institutions de formation, ainsi que l'industrie de la soie.

Énergie et environnement : Après avoir encouragé la production de réfrigérateurs selon des critères écologiques, il s'agit à présent d'en organiser la maintenance. Par ailleurs, on s'efforce d'améliorer les matériaux de construction. Leur production doit coûter moins cher, consommer moins d'énergie et respecter davantage l'environnement.

Ressources humaines et institutionnelles : Ce secteur vise à promouvoir les compétences sociales et méthodologiques des partenaires de la DDC et du bureau de coordination lui-même. On met aussi sur pied un réseau d'institutions HID (Human and Institutional Development), qui possèdent les capacités techniques nécessaires.

Repères historiques

L'Inde possède un riche passé que l'archéologie peut retracer jusqu'au troisième millénaire av. J.-C. Elle tient son nom du fleuve Sindhu (Indus). C'est ainsi qu'Alexandre le Grand nomma les peuples vivant au-delà de la rive orientale du fleuve. La soie et les épices ont attiré les navigateurs portugais vers le milieu du deuxième millénaire. À peu près à la même époque, les conquérants musulmans d'Asie centrale envahissaient les terrains fertiles des rives du Gange.

- 1857 Le soulèvement des soldats indiens contre les officiers de la Compagnie britannique des Indes orientales est entré dans l'histoire comme une mutinerie. Les Indiens la considèrent toutefois comme la première guerre d'indépendance, celle qui a forcé la couronne britannique à placer le pays sous son contrôle direct.
- 1915 Gandhi revient d'Afrique du Sud en Inde. Il prend la tête du Parti du Congrès et dirige la campagne qui réclame davantage de droits pour les indigènes.
- 1919 Le massacre de Jallianwalla Bagh, à Amritsar, transforme un mouvement de réformes en combat contre la puissance coloniale.
- 1930 Le poète musulman Mohammed Iqbal lance un appel pour la création d'un État musulman séparé. Il l'appelle Pakistan, le « pays des purs ».
- 1947 L'indépendance est acquise au prix d'une partition du pays. La migration de plus de dix millions d'hindous, de sikhs et de musulmans se solde par la mort violente de plus d'un million de personnes.
- 1962 Le conflit frontalier avec la Chine s'achève par la défaite des troupes indiennes.

- 1971 La guerre indo-pakistanaise débouche sur l'indépendance du Pakistan oriental, qui prend le nom de Bangladesh.
- 1974 Explosion « pacifique » d'une tête nucléaire dans le désert du Rajasthan : conséquence des essais atomiques chinois et de la peur croissante de voir le Pakistan mener son propre programme d'armement nucléaire.
- 1975 Indira Gandhi, premier ministre, proclame l'état d'urgence et fait arrêter des milliers d'opposants. Son fils Sanjay mène une campagne de stérilisation plutôt brutale. Mme Gandhi sera battue aux élections deux ans plus tard.
- 1984 Indira Gandhi est assassinée par deux de ses gardes du corps.
- 1991 Rajiv Gandhi, fils d'Indira, trouve la mort à Madras dans un attentat-suicide perpétré par une extrémiste tamoule.
- 1992 Des hindous fanatiques détruisent la mosquée d'Ayodhya, ce qui déclenche des heurts violents entre hindous et musulmans.
- 1998 Le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) accède pour la première fois au gouvernement au sein d'une coalition regroupant de nombreux petits partis laïcs.
- 1998 Deuxième série d'essais nucléaires indiens, suivie par les premiers essais pakistanais. Les deux pays reconnaissent mener un programme d'armement nucléaire.
- 1999 De nouvelles élections confirment la position dominante du BJP. Mais, loin de disposer d'une majorité au parlement, le parti doit continuer de gouverner avec une coalition.
- 1999 Conflit frontalier entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire.

Faits et chiffres

Nom

République indienne

Villes principales

Capitale politique :
New Delhi
Métropole économique :
Bombay (renommée Mumbai)

Superficie

3,3 millions de km²
L'Inde s'étend de l'Himalaya jusqu'à proximité de l'équateur, du Tibet au Sri Lanka et de la Birmanie au Pakistan. L'extrémité nord du pays, près du col de Khunjerab, se situe aujourd'hui au Pakistan. L'Inde revendique cette région, arguant qu'elle fait partie du Cachemire.

Population

En 1999, l'Inde a franchi la barre du milliard d'habitants. La croissance démographique est de 1,6 pour cent, ce qui correspond à 16 millions de naissances par an, soit l'équivalent de la population australienne.

Religions

Hindous : 83 %
Musulmans : 12 %
Chrétiens : 2 %
Sikhs : 2 %

Langues

L'hindou est la langue nationale, mais l'anglais est admis comme langue véhiculaire. Il existe de nombreuses autres langues, dont certaines ont leur propre écriture.

Matières premières

Charbon, minerai de fer, manganèse, bauxite, titane, gaz naturel, diamants, pétrole, calcaire, terres cultivables.

Secteurs économiques

Agriculture : 25 %
Industrie : 30 %
Services : 45 %



À travers le voile



Medha Kotwal Lele est politologue, elle a enseigné pendant plusieurs années à l'Université de Pune. Depuis 1975, elle est en contact étroit avec le mouvement des femmes indiennes, à titre de militante mais aussi de scientifique. Ces dix dernières années, elle a travaillé pour le centre de documentation et de recherches Aalochana, à Pune, qui s'intéresse surtout à l'action des femmes en politique. Medha Kotwal Lele a contribué à fonder cet organisme et elle en est la directrice depuis plusieurs années. À l'heure actuelle, Medha Kotwal Lele, mariée et mère d'une fille, consacre une année d'étude à une recherche intensive sur le thème «La politique et les femmes en mutation».

La lutte contre le viol et contre les meurtres dotaux a été menée durant deux décennies en une longue série de marches de protestation et de pétitions. Aujourd'hui, le résultat est là : des lois ont été amendées pour que la charge de la preuve incombe à l'auteur du crime (généralement un homme) et non plus à la victime (la femme).



agenda / Jörg Böthling

Le nouveau millénaire est plein de défis pour les Indiennes. À travers tout le pays, dans un foisonnement de mouvements novateurs et de confrontations explosives, elles se battent pour définir leur place dans la société.

L'année 1993 a marqué un tournant. Dans plusieurs États de la République, les femmes ont commencé à marquer leur présence dans les gouvernements locaux, soit en tant que simples membres, soit en tant que présidentes de comités villageois.

Des changements visibles témoignent de la participation des femmes aux décisions. Elles accordent la priorité à des problèmes sociaux, tels que l'eau potable, l'accès aux soins et l'éducation des filles. Des questions que les comités villageois avaient nettement tendance à négliger par le passé.

Tout a commencé en 1992, lorsque le gouvernement indien a adopté une loi exigeant que 33 pour cent des sièges de tous les gouvernements locaux soient réservés aux femmes. Cette loi a fait l'effet d'une bombe. Près d'un million de femmes sont alors entrées dans les instances exécutives des villages et des districts. Jusqu'alors, les Indiennes avaient beaucoup de peine à se faire inscrire sur des listes électorales. Et voilà qu'elles participent aux décisions !

La législation a certes modifié radicalement la proportion des sexes dans les structures du pouvoir. Mais il n'en est pas moins fascinant de découvrir, au niveau de la base, ces innombrables histoires de femmes qui ont pris leur courage à deux mains afin de sortir de l'ombre. Ce qui s'est passé ces cinq dernières années dans les plaines sablonneuses du Rajasthan prouve que des Indiennes illettrées peuvent agir comme un catalyseur dans la lutte pour la démocratie. La transparence est ici une devise : les faits, les chiffres et les procédures doivent être mis à la disposition du public. Après tout, un citoyen ne peut exprimer son avis que lorsqu'il sait de quoi on parle.

Les paysannes du Rajasthan, des femmes qui ne voient souvent le monde qu'à travers un voile, ont bouleversé le fonctionnement de la démocratie indienne. La «brigade en jupons» – sobriquet qui leur fut attribué dans un premier temps – a obligé le gouvernement local à rendre des comptes.

Campagne pour le droit à l'information

Galvanisées par l'organisation Mazdoor Kisan Shramik Sangathan (MKSS, organisation des paysans et des ouvriers), les paysannes ont décidé de

prendre leur destin en main et de contrôler le salaire qu'elles gagnent à la sueur de leur front.

Lors d'une réunion de la MKSS en 1995, une paysanne pauvre, seul soutien de famille, a posé cette question : «Comment se fait-il que nous n'ayons aucune idée de la manière dont on calcule notre salaire ? Pour nous, c'est une question de vie ou de mort. Pourquoi ne pouvons-nous pas voir les comptes ?»

L'idée était lancée. Conseillées par la MKSS, les femmes ont mené une campagne pour connaître les bases de calcul des salaires. Elles ont pris d'assaut les bureaux du responsable local à Ajmer. D'autres manifestations ont suivi. En 1996, elles ont annoncé un *dharna* (rassemblement de protestation), à Beawar, promettant de ne pas bouger d'un pouce tant que l'on accèderait pas à leur demande. Pendant 40 jours, des centaines de femmes (rejointes aussi par des hommes) sont restées assises sous un soleil de plomb. Elles invitaient d'autres personnes à les soutenir. Leur appel a été entendu : des paysans venus de près de 150 villages, eux aussi ouvriers à temps partiel, leur ont apporté des céréales et des légumes.

Le mouvement de protestation s'est amplifié, marqué par de nombreux autres *dharnas* tout au long de l'année, jusqu'à atteindre Jaipur, la capitale. Le gouvernement ne pouvait plus faire la sourde oreille. Dans sa session d'hiver 1998, le législatif du Rajasthan a adopté une loi historique qui prévoit le droit à l'information.

Dans les pays qui connaissent le droit de déposer un recours ou de lancer un référendum, les citoyens ont probablement de la peine à concevoir à quel point il est important pour un paysan indien de pouvoir consulter un document aussi fondamental que sa fiche de salaire. Pour comprendre, il faut savoir qu'en Inde l'oppression sociale s'allie aux tracasseries bureaucratiques pour exploiter les travailleurs.

Malgré leurs différences, aussi nombreuses que celles de l'Inde elle-même, les Indiennes se sont engagées sur une voie nouvelle. Il y a d'un côté la voix de la tradition et de la conformité, d'un autre celle de la résistance et de la rébellion. La dynamique créée par cette opposition transformera sans doute le pays. En tout cas, c'est elle qui a fait souffler le vent du changement. ■

(De l'anglais)



La DDC a quarante ans

Une coopération respectueuse de ses partenaires

Il y a quarante ans, la Confédération, voulant participer à l'effort de toute la communauté internationale pour mettre fin à la misère extrême dans laquelle vivait la majorité de la population du monde, a créé le Service de coopération technique qui allait devenir la Direction du développement et de la coopération (DDC). Le principal enseignement de ces quatre décennies d'histoire me semble être le suivant: il faut respecter les choix, les valeurs et les rythmes des populations intéressées.

Bien d'autres leçons sont à tirer. Je n'en citerais que quelques-unes:

- La coopération au développement n'est que l'un des facteurs du développement: tout aussi importants sont l'ouverture des marchés des pays riches et un système financier international stable qui tienne compte des besoins particuliers des pays pauvres.
- Aucun développement n'est possible sans une bonne gestion des affaires publiques: démocratie, respect des droits de l'homme, bon fonctionnement des institutions. La liberté et la sécurité personnelles ne sont pas seulement des biens en soi, elles sont aussi des conditions de toute amélioration économique.
- La pauvreté est d'abord un phénomène social: les pauvres sont pauvres parce qu'ils n'ont pas de pouvoir. Cela concerne en particulier les femmes. Le développement social doit donc être vu comme un phénomène d'*empowerment*.
- Les premières victimes d'un environnement dégradé sont les plus pauvres: il faut ainsi que le développement tienne compte des limites des ressources naturelles.

Quant au bilan à tirer de ces quarante années, la coopération suisse peut se prévaloir de très nombreux succès concrets. Elle peut aussi montrer des exemples de *leadership* international, comme pour le désendettement ou le développement durable des régions de montagne. Elle doit surtout se voir comme une partie d'un tout. Dans l'ensemble, des progrès substantiels ont été accomplis dans le monde si l'on considère les indicateurs sociaux comme l'espérance de vie à la naissance, l'accès à l'eau potable ou l'éducation. Ils sont encore insuffisants, puisqu'un quart environ de la population mondiale ne peut satisfaire ses besoins les plus élémentaires. Il faut comprendre qu'il s'agit de la tâche d'un siècle, et qu'il ne faut pas perdre courage à mi-chemin.

La coopération suisse jouit d'une excellente réputation, qu'elle doit à la clarté du mandat qu'elle a reçu du Parlement par la loi du 19 mars 1976, mais aussi à sa volonté de tirer les leçons des expériences concrètes analysées sans complaisance. Un autre élément de cette qualité fut sans doute l'extraordinaire engagement personnel des milliers de femmes et d'hommes suisses qui ont pratiqué dans le terrain une coopération pleine de respect envers nos partenaires, et cela tant à la DDC que chez les organisations privées suisses. ■

Jean-François Giovannini
Directeur suppléant de la DDC

Un capitalisme

En juin dernier, la Moldavie a lancé un SOS à la communauté internationale. Cette ancienne république soviétique, dont l'économie va en déclinant depuis 1991, venait d'être frappée par une grave sécheresse. En réponse à cet appel, la DDC a ouvert une antenne humanitaire à Chisinau, la capitale, et mis sur pied plusieurs programmes d'urgence.



Alexis de Surenain (7)



Amputée de son industrie

Trois mois après son indépendance, la Moldavie a été confrontée à la sécession de la Transnistrie. Le 1^{er} décembre 1991, cette province majoritairement russophone, située à l'est du Dniestr, s'est proclamée indépendante de la Moldavie, dont 64 pour cent de la population est d'origine roumaine.

Soutenue par les troupes russes, elle est entrée en conflit armé avec Chisinau. Un cessez-le-feu a été conclu en juillet 1992.

Cette sécession a privé la Moldavie de la majeure partie de son potentiel industriel, concentré en Transnistrie. La République séparatiste, qui représente 12 pour cent du territoire, abrite également les principales centrales électriques du pays.

(Jls) Au temps du communisme, la Moldavie s'était spécialisée dans la production de certaines denrées agricoles, telles que le vin, le tabac et les fruits, qu'elle « exportait » vers les autres républiques de l'URSS. Après l'indépendance, proclamée en 1991 dans la foulée de l'implosion soviétique, elle s'est retrouvée coupée de ses marchés traditionnels.

Aujourd'hui, la Moldavie est le pays le plus pauvre d'Europe. Selon le dernier rapport de l'ONU sur le développement humain, 66 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Dans les campagnes, l'argent est quasiment inexistant : « Les paysans survivent en pratiquant un troc aux dimensions dérisoires. Ils échangent, par exemple, un cageot de pommes contre deux poules », constate Richard Maranta, chef du bureau de liaison humanitaire que la Suisse a ouvert en septembre dernier.

Catastrophe douce

L'État, comme la population, manque cruellement d'argent. Les fonctionnaires touchent leur salaire avec plusieurs mois de retard. Le versement des rentes de vieillesse (environ 20 francs par mois) est tout aussi aléatoire. Dans les institutions sociales, tributaires du budget de l'État, les subventions ne permettent pas d'acheter de la nourriture et des médicaments en quantités suffisantes. « Les médias étrangers ne s'intéressent guère à la Moldavie, car son drame n'a rien de spectaculaire. C'est une catastrophe douce », commente M. Maranta.

L'an dernier, le gouvernement moldave a bien cru que les aléas climatiques allaient plonger le pays

dans une véritable catastrophe. Après un gel tardif, la Moldavie a subi une sécheresse de deux mois, associée à des températures extrêmement élevées. Entre 50 et 60 pour cent des récoltes de blé et de maïs ont été perdues. Le gouvernement a demandé l'aide de la communauté internationale.

Suite à cet appel, la DDC a évalué les dommages causés à l'agriculture de même que les besoins dans le domaine social. Elle a défini plusieurs axes d'intervention humanitaire. En priorité, il fallait faire en sorte que les champs puissent être semencés malgré tout, et cela avant mi-octobre. Près de 1000 tonnes de semences de blé ont été achetées à des coopératives privées et distribuées aux petits fermiers dans cinq districts. « Selon nos estimations, la récolte ainsi produite assurera du pain à environ 75 000 personnes pendant une année », note Barbara Dätwyler, chargée de programme. Au printemps 2001, ces fermiers recevront des engrais et des produits phytosanitaires afin de traiter leurs champs.

Mais en attendant la prochaine récolte, il y avait tout un hiver à traverser. Une saison très pénible en Moldavie car le chauffage et l'électricité ne sont distribués que de manière sporadique. En outre, le prix du pain avait augmenté après la sécheresse.

Les rigueurs de l'hiver

Un programme d'urgence a couvert les besoins des plus démunis durant l'hiver. De novembre 2000 à mars 2001, quelque 200 retraités ont reçu chaque jour un repas chaud. Des distributions d'aide alimentaire ont été organisées dans des

sans capital en Moldavie



orphelinats, des homes pour personnes âgées et d'autres institutions. Environ 3000 pensionnaires en ont bénéficié. Un autre volet de ce programme d'hiver portait sur la distribution de souliers chauds, couvertures, matelas, draps, etc.

L'orphelinat de Orhei, à 60 km de Chisinau, qui accueille 280 enfants handicapés, traversait une crise financière particulièrement aiguë. Pendant l'hiver, la DDC lui a fourni des médicaments et des vivres; elle a pris en charge le salaire des employés, les factures de chauffage et d'électricité, ainsi que certains travaux de réhabilitation des bâtiments.

La situation était également très critique à la prison n°3, à Chisinau, où sont détenues 1700 personnes. Nourris principalement de pain, de thé et de sucre, les prisonniers présentaient de sévères carences alimentaires. De plus, ils manquaient d'oxygène car des persiennes en acier empêchaient la lumière et l'air de pénétrer dans les cellules. Grâce à l'aide suisse, une soixantaine de persiennes ont été démontées, une partie des détenus (les mineurs, les femmes et les malades) ont reçu des compléments alimentaires et un stock de médicaments essentiels a été constitué.

Quatre ans sans chauffage

La vie n'est guère plus facile en dehors des institutions, surtout en hiver. Toute la population moldave souffre des pénuries énergétiques. Soroca, dans le nord, est la ville la plus durement touchée. Elle a été totalement privée de chauffage au cours des quatre années précédentes. «Cet hiver, nous avons

donc aidé les familles les plus pauvres de Soroca, afin qu'elles puissent se chauffer en utilisant soit des fourneaux individuels, soit des chauffages électriques. En fonction de l'équipement dont elles disposent, nous avons fourni le charbon nécessaire ou réglé les factures d'électricité», explique Mme Dätwyler.

Parallèlement à ses programmes sociaux, la DDC s'est penchée sur un autre secteur problématique: l'eau potable est généralement de mauvaise qualité et les systèmes d'évacuation des eaux usées sont dans un état déplorable. Des experts suisses ont élaboré des solutions techniques pour la ville de Nisporeni et un village voisin. ■

Aide entre parenthèses

Le Fonds monétaire international (FMI) a lié son assistance financière à la privatisation des principales fabriques de vin et de tabac. Lorsque le parlement moldave a rejeté en novembre 1999 une loi prévoyant ces privatisations, le versement des prêts a été suspendu. Onze mois plus tard, la loi a tout de même été votée. Mais Chisinau devait encore remplir d'autres conditions pour que l'aide reprenne. Le FMI exigeait notamment que les députés adoptent un budget réaliste avant le 1^{er} décembre 2000. Une condition remplie de justesse, puisque le vote final est tombé huit heures avant l'expiration du délai. Dès lors, le FMI a accordé un nouveau prêt à la Moldavie. Celui-ci se monte à 142 millions de dollars et il est étalé sur trois ans.

Le *waru waru* entame une seconde vie

Grâce à une technique vieille de 3000 ans, les paysans péruviens et boliviens vivant autour du lac Titicaca ont sensiblement amélioré leur productivité. Le *waru waru* a la propriété de protéger les cultures contre le gel. La DDC a soutenu depuis 1989 les travaux visant à réhabiliter ce savoir ancestral.

Une très longue histoire

C'est vers l'an 1000 av. J.-C. que les peuples andins ont commencé de pratiquer le *waru waru* pour cultiver des zones marécageuses. Quelque 500 ans plus tard, la civilisation de Tiahuanaco l'a propagé dans toutes les régions riveraines du lac Titicaca. Lorsque les Incas ont conquis l'Altiplano bolivien, au 15^e siècle, ils ont repris le *waru waru*. Celui-ci a été abandonné sous l'empire inca ou lors de la conquête espagnole. En 1923, l'archéologue allemand Max Uhle en a retrouvé des traces au Pérou. Dans les années 80, des chercheurs ont testé cette méthode en reconstruisant quelques champs surélevés. Peu à peu, des paysans se sont laissés tenter par l'expérience. Et le *waru waru* a été réintroduit progressivement dès 1984.

(jls) Le lac Titicaca se trouve à 3800 mètres d'altitude, dans une région qui connaît des problèmes alimentaires chroniques. L'agriculture est exposée à un climat austère : les crues du lac alternent avec de longues périodes de sécheresse et les gelées nocturnes, légères mais fréquentes, sont fatales aux jeunes plants de pommes de terre ou de quinoa. Des restes archéologiques ont montré que des civilisations pré-incariques avaient mis au point une méthode culturale capable de répondre à ces agressions climatiques. Le *waru waru* était alors pratiqué sur de grandes surfaces de l'Altiplano.

Quelques précieux degrés

Le *waru waru* est un alignement de champs surélevés de 30 cm et entourés de larges sillons. En période de sécheresse, les canaux maintiennent les racines des plantes humides, et durant les crues, ils aident à absorber l'excès d'eau. Mais le génie du *waru waru* réside surtout dans le fait qu'il permet d'atténuer les différences de température entre le jour et la nuit. «Les chercheurs ne comprennent toujours pas comment ces civilisations, dépourvues des moyens de calcul modernes, ont pu mettre au point un principe qui relève de la physique appliquée», commente Giancarlo de Picciotto, ingénieur agronome à la DDC. Schématiquement, l'eau exerce un effet tampon ; elle dégage durant la nuit une chaleur résiduelle qu'elle a accumulée dans la journée. Ainsi, lors des gelées, on mesure au-dessus de la plate-bande une température de zéro ou un degré.

En construisant des champs surélevés, les cultivateurs ont pu doubler ou tripler leurs rendements. Au Pérou, la DDC a soutenu tout le processus de réhabilitation : la validation des découvertes archéologiques, les essais agronomiques, puis la transmission de ce savoir aux paysans. Fin 2001, elle mettra un terme à son projet : «Nous avons atteint nos objectifs. Le *waru waru* a été adopté par les populations rurales et il donne d'excellents résultats», constate Christian Poffet, chargé de programme. Du côté bolivien, le projet similaire de la DDC entrera bientôt dans une phase de diffusion à large échelle. ■



Christian Poffet (3)



La coopération suisse sous la loupe

(bf) Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) passe périodiquement en revue l'aide fournie par ses membres. Récemment, l'aide suisse au développement a fait l'objet d'un examen approfondi. L'analyse conclut que 37 pour cent de l'aide bilatérale de la Suisse parvient aux plus pauvres, ce qui est nettement supérieur à la moyenne des autres États membres. La principale recommandation que le CAD adresse à la Suisse est de porter rapidement son aide publique au développement à 0,4 pour cent du produit national brut. Il l'invite par ailleurs à accroître la concentration géographique de son aide, à renforcer son engagement en faveur de la réduction de la pauvreté et à revoir ses méthodes d'évaluation. Relevant les points forts de l'aide suisse, les experts

du CAD ont souligné qu'elle se caractérise par un ciblage effectif sur les pays pauvres, qu'elle associe les acteurs locaux à l'élaboration des programmes et qu'elle mène une réflexion approfondie sur la cohérence des politiques.

Un expert humanitaire à Bogotá

(ahj) Depuis le début de l'année, un spécialiste de l'aide humanitaire issu du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC) travaille à l'ambassade suisse de Bogotá. Il consacre 70 pour cent de son temps de travail à s'occuper de programmes humanitaires et 30 pour cent à conseiller l'ambassade dans le domaine de la promotion de la paix. Le travail ne manque pas : la Colombie vit depuis plus de 50 ans dans une guerre civile quasi permanente (lire l'article paru dans *Un seul monde* 4/2000). Des problèmes de propriété foncière non résolus, le trafic de drogue et la corruption ont créé une

situation de conflit dans laquelle divers groupes armés luttent pour asseoir leur pouvoir. Cela a engendré une véritable crise humanitaire, qui frappe 2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et des milliers de Colombiens réfugiés dans les pays voisins. Le crédit-cadre pour les programmes humanitaires de la DDC en Colombie se monte à 3 millions de francs pour 2001 et des montants équivalents sont prévus pour les deux années suivantes.

Nouveaux chefs de division

(bf) La DDC compte deux nouveaux chefs de division nommés par le Conseil fédéral. Le Biennois Toni Frisch assumera dès le 1^{er} juin la fonction de Délégué à l'aide humanitaire et chef de la Division Aide humanitaire et Corps suisse d'aide en cas de catastrophe. Il succédera ainsi à Charles Raedersdorf, dont il était le suppléant depuis le début de l'an

2000 tout en dirigeant la Section Europe + CEI de la même division.

Serge Chappatte exerce, quant à lui, depuis le 1^{er} mars la fonction de vice-directeur de la DDC et de chef de la Division Politique de développement et coopération multilatérale. Entré au DFAE en 1972, ce Jurassien de Saignelégier a occupé divers postes au sein de la DDC. Il a notamment été coordinateur à Islamabad et à New Delhi. Il était jusqu'à récemment chef adjoint de la Division Coopération bilatérale au développement. M. Chappatte succède à Henri-Philippe Cart.

Au fait, que sont les pays en transition ?

(vor) Les pays en transition, ou en transformation, sont les pays de l'ancien bloc de l'Est qui ont opté en 1990 pour la démocratie et l'économie de marché. Leurs institutions politiques, jadis basées sur des systèmes à parti unique, doivent être transformées pour donner naissance à des États de droit, dans lesquels l'action gouvernementale s'appuie sur des lois adoptées démocratiquement. Il leur faut des tribunaux indépendants du gouvernement et capables de faire respecter leurs décisions, des parlements libres d'agir et issus d'élections impartiales, ainsi que des administrations réformées.

Sur le plan économique, ces pays ont besoin d'une concurrence efficace et de systèmes bancaires bien contrôlés qui offrent aux jeunes entreprises la possibilité de contracter des crédits à des conditions raisonnables. Ils doivent cesser de subventionner les grandes entreprises poussives datant de l'économie planifiée et dont certaines appartiennent encore à l'État.

Les pays en transition n'ont pas tous progressé à la même vitesse sur la voie des réformes. Le peloton de tête comprend les candidats à l'Union européenne. Ils sont suivis par les États

d'Europe du Sud-Est, tandis que la Communauté des États indépendants (CEI) a encore un grand retard à rattraper.



Vid. distribution / Holländse Hoogle / Peter Hitz

Dix ans après les promesses faites à Rio



Keystone

La conférence «Rio + 10» se tiendra l'année prochaine, soit dix ans après le Sommet de la Terre. C'est l'occasion de tirer un bilan, vu que la Suisse a décidé en 1991 d'investir 300 millions de francs dans des projets environnementaux. Maria Roselli s'est entretenue avec Rosmarie Bär, coordinatrice de la politique de développement auprès de la Communauté de travail des œuvres d'entraide.

Un seul monde : De nombreux projets décidés en 1991 sont aujourd'hui achevés. Êtes-vous satisfaite du travail accompli ?

Rosmarie Bär : La Suisse s'est lancée à l'époque sur un terrain inconnu. Les 300 millions constituaient le début de ce qui est immédiatement nécessaire au niveau international. De ce crédit pour l'environnement, 146 millions ont alimenté des fonds multilatéraux et 154 millions ont financé des mesures bilatérales. La part multilatérale a couvert notre participation au Fonds pour l'ozone du Protocole de Montréal et au Fonds pour l'environnement mondial (FEM). À ses débuts, le FEM a connu de grosses difficultés, que les organisations internationales de développement et de protection de l'environnement, de même que la Communauté de travail des œuvres d'entraide, n'ont pas manqué de critiquer. La procédure de sélection et de financement des projets n'était pas assez transparente et ne faisait pas intervenir les populations. Le FEM est la seule institution qui finance les projets issus des trois conventions adoptées à Rio. Cela favorise une plus grande cohérence. Il jouera un rôle crucial à l'avenir, car de plus en plus de biens communs seront financés par son intermédiaire.

Vous avez eu l'occasion de visiter dans les pays en développement quelques-uns des projets financés par le crédit de 300 millions de francs...

J'ai vu plusieurs projets en Inde dans le domaine des énergies renouvelables. En matière d'environnement, la Suisse investit ses fonds bilatéraux dans des projets qui respectent pleinement les principes du développement durable. C'est réjouissant. Mais nous ne devons pas oublier que dans les pays en développement, la lutte contre la pauvreté est la meilleure protection pour l'environnement. Beaucoup d'atteintes à la nature sont des conséquences de la pauvreté.

Les préparatifs de la conférence de l'ONU «Rio + 10» ont déjà commencé. Comment se porte notre planète dix ans après le Sommet de la Terre ?

Beaucoup de gens ont fourni du bon travail dans de

nombreux projets. Pourtant, le monde va mal. La situation évolue rapidement, mais dans la mauvaise direction. Les changements climatiques sont une réalité et leurs effets touchent en premier lieu les habitants du Sud. La biodiversité se réduit et on continue de déboiser les forêts tropicales. La désertification prive des populations toujours plus im-



Shutterstock (4)

portantes de leurs moyens de subsistance et la crise de l'eau ne cesse de s'aggraver. Le fossé entre riches et pauvres s'est élargi. Nous ne sommes pas parvenus à opérer la réorientation globale décidée à Rio. Dans son allocution de clôture, le président de la conférence avait déclaré : « L'importance historique de ce sommet dépendra de la volonté avec laquelle nous mettrons en œuvre nos engagements. » À l'occasion de «Rio + 5», l'ONU a dû constater que la volonté politique faisait défaut. Depuis, rien n'a changé. L'organisation de l'ONU pour l'environnement a donc lancé un avertissement : « Le délai dont nous disposons pour une transition sans heurts vers le développement durable tire à sa fin. »

Où se situe le problème ?

Nombre de projets, de stratégies et de documents ont été élaborés. Nous en savons assez aujourd'hui pour passer à la mise en œuvre. Mais je le répète, la volonté politique fait défaut. L'égoïsme, les intérêts à court terme et l'appât du gain passent bien avant

Le message

« Certes, les pays industrialisés portent une responsabilité majeure dans la dégradation de l'environnement. Cependant, selon les prévisions, les pays en développement seront particulièrement touchés par les effets de ces phénomènes. » Ces mots figurent dans le message que le Conseil fédéral a adressé en 1991 au Parlement. À l'occasion du 700^e anniversaire de la Confédération, celui-ci a ensuite adopté deux crédits-cadre : un premier, de 400 millions de francs, pour financer les mesures de désendettement en faveur de pays pauvres et un second, de 300 millions de francs, pour financer dans les pays en développement des programmes et des projets en faveur de l'environnement global.



le sentiment de responsabilité à long terme. La conférence de La Haye sur le climat, en novembre dernier, l'a prouvé une fois de plus: quand on en vient à parler d'actions concrètes, les résistances s'exacerbent. Tout le monde adopte la même attitude: attendre, pour voir si d'autres se lancent.

Et les pays en développement sont les premiers à en pâtir...

Oui, ce sont surtout les habitants des pays les plus pauvres qui supportent les conséquences de nos modes de production et de consommation. Ces pays sont frustrés, ils le montrent chaque année lors des sessions de la Commission du développement durable. Les pays industrialisés n'ont pas tenu les promesses faites à Rio. Les fonds additionnels nécessaires à la réorientation n'ont jamais été versés. Au contraire, les statistiques de l'OCDE prouvent que l'aide publique au développement a diminué ces dix dernières années. Même la Suisse n'a pas atteint son objectif modeste de 0,4 pour cent du produit national brut.

Le sommet de Rio a-t-il eu des résultats positifs?

Oui, il a favorisé une prise de conscience. De réels efforts sont entrepris à travers le monde pour appliquer les décisions, mais ces initiatives sont surtout le fait de la société civile et d'organisations non gouvernementales. Nombre de villes et de communes ont adopté un «Agenda 21 local». La mise en œuvre de Rio commence donc à la base, même dans les pays en développement. La mondialisation économique va hélas dans le sens contraire.

Y a-t-il des mécanismes qui obligent les États à appliquer ces décisions?

Bien des accords internationaux ne sont pas contraignants. Mais ils impliquent tout de même une obligation politique et morale. D'aucuns prétendent que les problèmes planétaires – les changements climatiques par exemple – ne peuvent être résolus qu'à l'échelle mondiale. En fait, à ce niveau, on peut élaborer les instruments juridiques, fixer les règles et



Dolier Rueff / Lookat

décider des moyens. Mais la réalisation incombe toujours aux États. La politique environnementale mondiale est d'abord une affaire nationale. Nombre de politiciens et de représentants de l'économie n'en sont toujours pas conscients. Nous devons cesser de faire payer à d'autres les coûts écologiques et sociaux de nos agissements.

Quelles priorités la conférence «Rio + 10» devrait-elle fixer ?

La question de l'énergie, soit la diminution des ressources non renouvelables, reste un élément clé. L'eau devrait également être au centre des débats, car ce sera le problème du 21^e siècle, tant pour la politique du développement que pour la protection de l'environnement. Aujourd'hui, des milliards de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable. Cet élément vital est devenu source de conflits.

Quelle devrait être l'attitude de la Suisse par rapport aux conventions internationales sur l'environnement ?

Rio a eu le mérite de faire adopter trois conventions : sur les changements climatiques, sur la biodiversité et sur la désertification. Mais nos ressources vitales ne sont pas assez protégées en droit international. Deux autres biens méritent aussi protection : la forêt et l'eau. Dans ces domaines, la Suisse dispose de connaissances importantes et jouit d'une grande crédibilité. Elle doit soutenir activement l'adop-

tion de conventions sur l'eau et sur la forêt dans le cadre de «Rio + 10». La préservation des ressources vitales est un objectif de notre politique étrangère. La coopération internationale doit faire partie intégrante de la politique nationale. Ou plutôt, comme l'a formulé le président de la Confédération Moritz Leuenberger : «La politique du développement, c'est de la politique intérieure.» Il importe de ne pas nous décourager devant l'ampleur et la complexité de la tâche. Le 21^e siècle sera celui de l'environnement. L'avenir de l'humanité en dépend. Nous devons mondialiser la solidarité, l'égalité des chances et la justice. ■

(De l'allemand)

Ma valise, tout un monde

Voyager sans valise ? Vous n'y pensez pas !

Bien sûr, il est nécessaire d'emporter une valise en voyage. Mais n'y trouvons-nous pas aussi une sécurité, comme l'enfant qui a besoin de sa peluche ? Ni les oiseaux, ni les gnous ne font leurs bagages avant de se mettre en route. Contrairement à nous, les animaux ne traînent rien avec eux. Même les escargots – dont la coquille est plutôt une peau – voyagent sans bagages. Il y a des exceptions. J'ai remarqué que les bras et les mains d'une femme enceinte ou d'un couple d'amoureux sont plus détendus, plus disponibles. Peut-être préféreraient-ils toucher que prendre, qui sait ?

Pourquoi avons-nous toujours besoin de notre *microcosme* portable ?

Il est vrai que voyager comporte certaines incertitudes. Une géographie nouvelle, une langue inconnue... Quoique je connaisse des gens qui trouvent justement cela charmant. Mais peu importe que l'on soit pour ou contre. Au moment de partir, nous sommes tous confrontés au même problème : **faire sa valise**. Pour moi, c'est le moment le plus difficile de tout le voyage. Je suis pratiquement venu au monde avec une valise. Comme ma mère est du Nord et mon père du Sud, j'ai passé ma jeunesse en allées et venues. Mon enfance a l'odeur d'un compartiment de deuxième classe en Italie.

Je me souviens très bien de ces wagons bourrés de malles, de sacs, de boîtes en tout genre. Je voyais cela comme des constructions en lego. À chaque gare, c'était la même scène : tout d'abord, les valises entraient par la fenêtre comme dans un western ; ensuite seulement, les voyageurs arrivaient dans le compartiment. Je m'amusais toujours à imaginer à quoi ressemblerait le

propriétaire de la valise. Est-ce un homme ou une femme ? Parfumée ? Est-elle gentille ? Met-il ses doigts dans le nez ? Recevrai-je des sucreries ? Je craignais les dames aux ongles rouges, car elles avaient en général des mallettes, qu'elles posaient par terre entre mes jambes ou sur mes genoux : « Cela ne te dérange pas, bien sûr ? *Ma che bravo bambino !* »

C'est ainsi que j'ai appris à détester la valise. Ma mère raconte toujours cette histoire : après dix jours passés dans un camp d'été, je suis rentré à la maison sans avoir ouvert ma valise. Et pourtant je ne parviens pas à y renoncer, j'en ai besoin. La valise est pour moi *croce e delizia*.

Comme je suis incapable d'aller même au cinéma sans bagage, une tournée théâtrale prend des allures de déménagement. Je commence à préparer mes affaires une semaine à l'avance, dans ma tête. Comme Noé avec ses animaux, je rassemble les choses à emporter. Tout d'abord les chaussures, deux ou trois paires, puis dans l'ordre, chaussettes, caleçons, chemises, pull, pantalon et imperméable... Tout cela à double, d'ailleurs, du fait que je sépare toujours vie quotidienne et scène. Je ne pourrais jamais aller au bistrot et jouer en portant le même costume. À Rome, j'ai fait la connaissance d'un comique qui avait deux vestons identiques : un pour son émission et l'autre, exactement pareil, pour la vie courante. Je me suis toujours demandé s'il était capable de les distinguer. Pour moi, c'est simple : du foncé pour le théâtre, des couleurs pour la vie.

Ma valise est ainsi comme un livre d'images que je peux ouvrir en trouvant tout de suite mes repères : à gauche le matériel de scène, à droite les objets quotidiens. Mais quelle aventure

pour la préparer ! J'arpente ma chambre à coucher comme un marathonien ; je vais déposer une chemise dans la valise et je reviens à l'armoire avec un pull. La question est de savoir ce que je ne vais **pas** emporter.

Je me sens comme Pénélope, la femme d'Ulysse, qui défaisait la nuit la toile qu'elle avait tissée le jour. Mais ce n'est pas tout : le dilemme, c'est moins les vêtements que les livres (notez que j'adore lire des dictionnaires), le savon, le shampoing, un couteau, les gaufres au riz pour l'entracte et, ô merveille, le dessert : un méli-mélo de câbles pour alimenter mon ordinateur portable, le téléphone mobile et le rasoir électrique. Oui, moi aussi, je suis un *homo tamagotchicus*.

À quelques minutes du départ, ma valise est encore ouverte. Elle me regarde la bouche ouverte, comme un petit oiseau dans son nid, et attend – tout sourire – mon *finale furioso* : un petit élan et je lui saute dessus comme un samouraï. Elle est enfin fermée et moi exténué.

Quand je marche, elle roule à côté de moi. En attendant le train sur le quai, je regarde les valises des gens qui m'entourent ; elles leur ressemblent comme un chien ressemble à son propriétaire.

Au moment où le train arrive, je ressens un désir de goujat : et si toutes ces valises s'ouvraient en même temps ? Sommes-nous tellement certains que nos valises ont envie de voyager ? Et en plus, avec nous ? ■

(De l'allemand)



Massimo Rocchi

est un humoriste établi à Berne. Grâce à ses spectacles aussi drôles que subtils (*Mamma mia, Je viens de partir* ou encore *äuä*), il connaît un succès international. Entre autres distinctions, il a remporté le premier prix au concours *Professione comico* de Venise, le premier prix au Festival du Théâtre Comique de Lyon ainsi que le Taureau de Salzbourg. Cet acrobate à cheval sur les langues et les cultures surprend son public par des métamorphoses ahurissantes, des jeux de mots désarmants et une grande virtuosité gestuelle.

Un cinéphile-

Il voulait devenir chimiste. Mais la vie en a décidé autrement : le Français Martial Knaebel dirige depuis 1990 le Festival international de films de Fribourg. Toni Linder* s'est entretenu avec ce cinéphile passionné de politique.



Yi-Yi d'Edward Yang (Taïwan)



Martial Knaebel

Après Fribourg, la Suisse

Dans l'année qui suit le festival de Fribourg, une sélection de films qui ont participé au concours est distribuée dans un certain nombre de villes alémaniques et romandes sous le titre général *Les films du Sud*. Plus de 10 000 personnes ont ainsi vu des « films de Fribourg » au cours de la saison passée. Médias locaux, cinémas et ciné-clubs renseignent sur les programmes de diffusion.

En apparence, Martial Knaebel correspond au cliché du cinéphile typique : jeans, veste décontractée, barbe de trois jours, des yeux vifs derrière des lunettes à verre épais. Mais le cliché s'arrête là. De même, le festival de Fribourg, que cet homme dirige depuis une bonne dizaine d'années, se démarque quelque peu de toutes les autres manifestations cinématographiques.

M. Knaebel est venu au cinéma par des voies détournées. Il passe son bac à Metz en 1968 : « Vu les événements, juste en oral, c'était simple ». Puis ce militant antinucléaire commence des études de chimie. « Ce qui m'importait, c'était la critique scientifique du nucléaire, je voulais contrer le

langage pseudo-scientifique », explique-t-il. C'est aussi à l'Université de Metz qu'il organise ses premières projections de films et observe l'impact psychologique que peut avoir un bon documentaire. Mais sa sensibilité politique s'est développée à la maison déjà : « Je viens d'une famille catholique très pratiquante. Le père était syndicaliste. J'ai rencontré beaucoup de prêtres ouvriers. Ils m'ont fait découvrir des tas de choses. Avec le temps, je me suis rendu compte des limites de leur analyse politique. Mais ce qui importait, c'était le sens de la justice et des injustices. » Ce sens ne le quittera plus ; le jeune Knaebel s'intéresse de plus en plus au Tiers Monde, pour lequel il prend fait et cause.

Années africaines

En 1974, ses études de chimie terminées, il part pour l'Afrique. Son but est de gagner la Tanzanie. Il est fasciné par l'Ujamaa, la grande expérience sociale qui s'y déroule à l'époque. Son voyage, qui devait durer quatre mois, se transforme en un périple de trois ans. Après l'Égypte, le Soudan, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda et le Zaïre, M. Knaebel devient professeur au Collège Albert Schweitzer de Lambaréné, au Gabon. Il ne tarde pas à remarquer qu'il n'est pas vraiment fait pour l'enseignement.

Puis il se retrouve animateur culturel à Bangui, capitale de la République centrafricaine : voyant des jeunes étudier à la

éprouvette



Uttara de Buddhadeb Dasgupta (Inde)



lumière de l'éclairage public, il organise pour eux des cours du soir. « Une expérience chouette, mais qui a été fermée par Bokassa après six mois », se souvient-il. Depuis la République centrafricaine, M. Knaebel finit tout de même par atteindre la Tanzanie : « C'était intéressant. J'ai découvert un pays où les gens étaient fiers de leur expérience, de leur président, de leur indépendance. » Revenu d'Afrique, le Français s'établit à Fribourg où il fait un travail d'information sur des sujets touchant au Tiers Monde et aux droits de l'homme. Il collabore au festival cinématographique de Fribourg depuis la deuxième édition, en 1983, et il en prend la direction en 1990.

Artistique et politique

Qu'est-ce qui fait l'originalité du festival de Fribourg ? Martial Knaebel répond sans hésiter : « Au départ, il y avait une volonté pédagogique. Cette volonté est restée. On n'oublie pas la valeur politique des films qu'on présente. Politique dans un sens noble, pas dans un sens partisan.

Nous recherchons des réalisatrices et des réalisateurs avec une prise de position artistique et politique. Ce qui est typique pour Fribourg, c'est également le partenariat très étroit avec des entreprises au service du public, telles la DDC ou les transports publics fribourgeois. Cela me semble aller de soi : une manifestation culturelle est au service du public également. »

Cette année, le festival a deux thèmes principaux. Sous le titre *De rupture en rupture*, une grande rétrospective est consacrée au cinéma latino-américain de 1930 à 1980. Le directeur apprécie tout particulièrement ces films : « Nous montrons avec cette rétrospective que les ruptures esthétiques présentes dans ce cinéma – prenons celui du Brésilien Glauber Rocha, par exemple – annoncent déjà les changements politiques qui sont survenus plus tard. » Il a été reproché au festival de l'an dernier de n'avoir montré aucun film africain. C'est pourquoi les organisateurs ont retenu cette année un second thème : le jeune cinéma africain.

Le directeur explique ce choix : « Nous cherchions à savoir ce que les jeunes cinéastes, qui sont nés après l'indépendance, trouvent intéressant. Nous n'avons pratiquement pas trouvé de films sur l'indépendance ou sur le colonialisme. Par contre, nous avons découvert des films avec un regard très frais sur la jeunesse africaine, surtout dans les villes. La musique de contestation y est très importante. Notre sélection peut donner une vision plus positive de l'Afrique et du cinéma africain. »

Un an de visionnements

Comme tout directeur de festival, M. Knaebel visionne des dizaines de films, dans le monde entier, afin de choisir ceux de sa prochaine édition. Son bilan des douze derniers mois : « Le niveau global s'est considérablement amélioré, surtout du point de vue technique. Mais il y a beaucoup de films moyens. » M. Knaebel est satisfait des productions qui participeront au concours cette année, tout en précisant :





Las aventuras de Dios
d'Eliseo Subiela (Argentine)



Djomeh de Hassan Yekpatanah (Iran)



Les tuyaux d'un mordu de cinéma

Martial Knaebel, qui s'occupe quotidiennement de cinéma depuis de longues années, est un des meilleurs connaisseurs des films du Sud. Pour celles et ceux qui partagent sa passion pour ce cinéma différent, il dévoile ici quelques-uns des titres qui l'ont le plus marqué :

Jukti, Takko Aar Gappo (Raison, discussion et un conte), 1974.
Les racines perdues des habitants d'un pays partagé en deux (Inde/Pakistan). Décédé en 1976, le réalisateur indien a tourné plus de 20 films. Il était considéré comme l'un des meilleurs de la profession. « Le dernier film de Ritwik Ghatak. Profondément honnête. »

La hora de los hornos (L'heure des brasiers), 1968.
Documentaire de Fernando E. Solanas sur le combat du peuple argentin pour la liberté.
« Il m'a montré ce que peut être un film documentaire engagé. »

« Tous les films de Chris. Marker, pour son extraordinaire imagination. »
Né en 1921, le Français Chris. Marker – de son vrai nom Christian François Bouche-Villeneuve – est à la fois metteur en scène, scénariste, producteur et acteur. Il a déjà réalisé une quarantaine de films, dont *Level Five*, *Mémoires pour Simone* et *Junkopia*.

Distinction

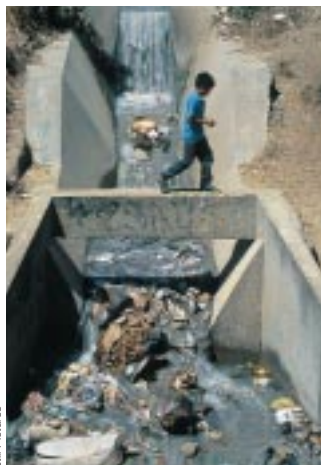
Depuis des années, la cinéaste zurichoise Alice Schmid réalise et produit de manière indépendante des films qui portent tous sur le même thème : les enfants et la violence. L'automne dernier, son film *I killed people* (J'ai tué ; lire *Un seul monde* 4/1999), cofinancé par la DDC, a reçu le deuxième prix 2000 du film allemand sur les droits de l'homme.

« J'ai vu peu de films qui m'ont vraiment profondément touché. » Il a toutefois été favorablement impressionné par la production cinématographique en Argentine : « Elle a fait un bond en avant ; c'est parce que le soutien de l'État à la production et à la promotion est très important. » Les cinéastes du Sud qu'il rencontre ne cessent justement de souligner l'importance capitale de la promotion et de la distribution : « Il est toujours possible de produire un film – mais il faut que nos films soient vus ! C'est le discours que j'entends partout. Il leur faut des soutiens à la diffusion, c'est cela leur grand problème. » Martial Knaebel connaît tous les problèmes qu'affronte le cinéma dans le Sud et en Suisse.

Pourtant, il porte sur l'avenir un regard (modérément) optimiste : « Une chose qui me paraît sûre, c'est qu'à Fribourg il y aura chaque année de nouveaux cinéastes intéressants à découvrir. »

* Toni Linder est collaborateur de la
Section médias et communication de
la DDC

(De l'allemand)



Shi Pictures

Points de vue sur la pauvreté

(bf) La nouvelle brochure de la DDC intitulée *Pauvreté – bien-être* est un cahier d'information, de formation et de travail pour la lutte contre la pauvreté. Elle présente deux points de vue opposés sur la pauvreté: celui des pauvres, directement concernés, et celui des institutions de développement dans leur rôle de «donatrices». La brochure vise à développer les connaissances de base sur la pauvreté, la capacité d'analyse et le savoir méthodologique de tous ceux qui œuvrent dans la coopération au développement, qu'ils soient ou non collaborateurs de la DDC.

La brochure «*Pauvreté – bien-être*» est disponible en allemand, anglais, espagnol et français à l'adresse suivante: DDC, Section développement social, 3003 Berne, tél. 031 322 36 23

L'offre du cinfo

(bf) Le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale et de l'aide humanitaire (cinfo) propose des conseils (sur rendez-vous), des séminaires, des cours, des publications, des informations sur l'emploi, de la documentation et les services d'une bibliothèque. Il organise également des manifestations ouvertes au public. Ainsi, deux conférences sont organisées ces prochains mois.

«Coopération internationale: offre et demande» aura lieu le 26 avril (pour tous les francophones) et «Stages dans la coopération internationale: possibilités et limites» le 7 juin (en allemand et en français).

Informations complémentaires et inscriptions: www.cinfo.ch ou secrétariat du cinfo à Bienne, tél. 032 365 80 02

Tourisme et travail des enfants

(bf) Dans le monde entier, le tourisme emploie entre 13 et 19 millions d'enfants et de jeunes âgés de moins de 18 ans. Le travail des enfants est la conséquence d'un ordre économique injuste que nous contribuons tous à façonner par notre mode de consommation.

Le dossier pédagogique *Kinderarbeit am Beispiel Tourismus* traite du travail des enfants dans ce secteur en pleine expansion qu'est le tourisme: quelle participation peut-on raisonnablement exiger d'un enfant à la maison ou dans l'entreprise familiale? À partir de quand ce travail devient-il abusif et entrave-t-il le développement physique, social et psychique de l'enfant? Le dossier ne met pas l'accent sur les pires formes d'exploitation. Son objectif est plutôt de susciter une réflexion chez les jeunes et de les aider à développer leur propre perception de ce phénomène.

Pour commander le dossier pédagogique «*Kinderarbeit am Beispiel Tourismus*» (en allemand seulement): Arbeitskreis Tourismus & Entwicklung, Missionsstrasse 21, 4003 Bâle, www.akte.ch, tél. 061 261 47 42

Préparation au Nadel

Voici les cours que propose ces prochains mois l'EPFZ dans le cadre de la préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (NADEL):

14.5 – 18.5 Organisation et communication

28.5 – 1.6 Processus multicritères d'évaluation ex-ante

5.6 – 8.6 Promotion de la bonne gestion des affaires publiques dans les pays en développement sous les aspects culturel, politique et historique

18.6 – 22.6 Développement institutionnel dans le cadre de la coopération

28.6 – 30.6 Séminaire de consolidation des connaissances postgrades en coopération au développement

9.7 – 13.7 Analyses de projets – Outils et méthodes de la coopération au développement

Langue de travail: allemand.

Renseignements et inscriptions: secrétariat du NADEL, Centre EPFZ, 8092 Zurich, tél. 01 632 42 40.

Délai d'inscription: un mois avant le début du cours

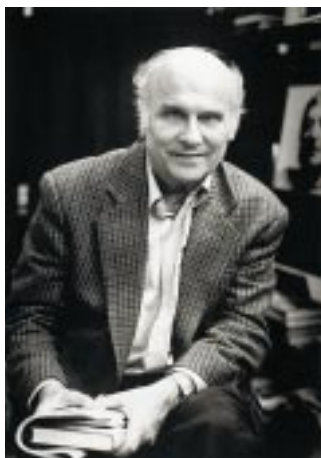
Lire la démographie

(jls) Pour décrypter la réalité qui se cache derrière les indicateurs démographiques, les professionnels du développement ont besoin de maîtriser les concepts et les outils d'analyse. Dans le cadre de ses programmes de formation continue, l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), à Genève, propose du 24 au 27 avril 2001 quatre journées consacrées aux enjeux sociodémographiques du développement. Sous le titre «Population et pauvretés», ce module de formation mettra l'accent sur les interdépendances entre la pauvreté, les évolutions démographiques et la transformation des comportements qui les sous-tendent. Il est organisé par le Laboratoire de démographie de l'Université de Genève.

Informations et demandes d'admission:

Claudine Sauvain-Dugerdil, tél. 022 705 89 29, e-mail: LaboDemo@ses.unige.ch

Service



Irmi Long

Zigzags africains

(jls) Le journaliste et écrivain polonais Ryszard Kapuscinski, né en 1932, a parcouru l'Afrique durant près d'un demi-siècle. Il a été le témoin de nombreuses guerres civiles et de révolutions. Il a voyagé «en évitant les palais, les personnalités importantes et la grande politique». Ces décennies d'observation et d'enquêtes lui ont fourni la matière d'un magnifique portrait du continent. Dans un livre intitulé *Ébène*, qui emmène le lecteur à travers toute l'Afrique, il raconte les débuts de la décolonisation au Ghana, la déposition des sultans à Zanzibar, le règne d'Idi Amin Dada, la rivalité des Tutsis et des Hutus ou encore un coup d'État au Nigeria. Mais ce voyage en zigzag contient aussi des étapes plus personnelles, comme les rencontres de l'auteur avec des nomades sahariens, des paysans de la savane tropicale ou des enfants-soldats du Libéria.

*Ryszard Kapuscinski :
«Ébène. Aventures africaines»,
Éditions Plon, 2000, Paris*

Credo pour la santé

(sbs) Maladie et pauvreté vont de pair : réduire les cas de maladie et améliorer la situation sanitaire d'une population favorise la lutte contre la pauvreté, qui est l'une des principales tâches de la DDC. C'est pourquoi celle-ci

alloue chaque année environ 100 millions de francs à des projets dans le domaine de la santé. Mais son engagement est bien plus large. Un tiers des quelque 800 programmes et projets que la DDC mène dans les pays en développement et en Europe de l'Est ont un rapport direct ou indirect avec la santé. Son action repose sur ce credo : il ne suffit pas de lutter contre les maladies ; il faut encourager des activités qui exercent une influence positive sur la santé. Cela concerne l'alimentation, l'hygiène, l'approvisionnement en eau potable, l'éducation et la prévention. La DDC a publié une documentation qui donne des exemples concrets de cette approche : la formation d'infirmières en Albanie ou la prévention du paludisme en Tanzanie.

La documentation «Projets santé» de la DDC peut être obtenue en français et en allemand à l'adresse suivante :

*DDC, médias et communication,
Freiburgstr. 130, 3003 Berne
(fax 031 323 13 48,
e-mail : info@deza.admin.ch)*

Les retombées de l'aide

(bf) La coopération internationale de la Suisse a pour objectif principal de lutter contre la pauvreté. Mais son action profite également à l'économie suisse. Selon une étude menée sur mandat de la DDC par l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) de Genève et l'Université de Neuchâtel, chaque franc investi dans l'aide au développement engendre en Suisse un revenu qui se situe entre 1,4 et 1,6 franc. De plus, on estime que 13 000 à 18 000 emplois dépendent en Suisse de l'aide au développement.

La Suisse est ainsi l'un des pays où les retombées de la coopération au développement sur l'économie nationale sont les plus fortes.



Gideon Mendel / Network / Lookat

Le texte intégral de l'étude «Effets économiques de l'aide publique au développement en Suisse» et le résumé sont disponibles en français auprès de la Section médias et communication de la DDC :

*tél. 031 322 31 09,
fax 031 324 13 48,
e-mail : info@deza.admin.ch*

Manger à sa faim

(sbs) *Éradiquer la faim dans le monde* est le titre d'une brochure que la DDC et l'Office fédéral de l'agriculture ont publiée il y a plus d'un an. La situation alimentaire mondiale demeurant hélas toujours aussi précaire, la DDC a repris ce thème pour le développer : toute une série de constats et d'illustrations ont été réunis sur un CD-Rom, conçu sous la forme d'une présentation Powerpoint. Le contenu se subdivise en modules qui peuvent être utilisés pour un article, un exposé, des cours, etc.

Le CD-Rom «Éradiquer la faim dans le monde» peut être obtenu en allemand à l'adresse suivante :

*DDC, médias et communication,
Freiburgstrasse 130, 3003 Berne
(fax 031 323 13 48,
e-mail : info@deza.admin.ch). La version française est en préparation.*

Un monde de migrants

(jls) Les migrants n'ont jamais été aussi nombreux. En 2000, environ 150 millions de personnes résidaient depuis un an

au moins en dehors de leur pays d'origine. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) vient de publier un premier rapport global sur ce phénomène. Cet *État de la migration dans le monde en 2000* analyse les principales tendances et les problèmes qui caractérisent la migration de la fin du 20^e siècle. Il passe en revue les facteurs qui contribuent à la migration, de même que ses effets sur l'économie, la culture et les institutions politiques du pays de destination. La seconde partie du rapport est consacrée à un examen détaillé de neuf régions particulières.

«État de la migration dans le monde en 2000» est paru en anglais et en français. Il peut être obtenu pour le prix de 39 dollars auprès de la section des ventes de l'ONU, à Genève, tél. 022 917 26 14, e-mail : unpubli@unog.ch

Vers un avenir meilleur

(jap) L'OCDE, les Nations Unies, la Banque mondiale et le FMI ont publié un rapport sur les objectifs internationaux de développement majeurs issus des grandes conférences et des sommets mondiaux des années 90. Il s'agit d'objectifs quantitatifs que la communauté internationale s'est engagée à atteindre dans la lutte contre la pauvreté et pour un développement durable. Le rapport, destiné au grand public, décrit les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs. Malgré les critiques dont il fait l'objet de la part d'un certain nombre d'ONG, il a le mérite de présenter de manière claire beaucoup d'informations et de données statistiques intéressantes.

Le rapport existe en français et en anglais. Il peut être consulté sur le site www.paris21.org/betterworld ou commandé à la DDC, Section politique et recherche, Freiburgstrasse 130, 3003 Berne, e-mail : paolo.janke@deza.admin.ch

Films

Une Suisse multiculturelle

(dg) Sept cinéastes suisses, la plupart d'origine étrangère, ont réalisé les différents épisodes du film *ID Swiss*. Chacun illustre son point de vue personnel et subjectif sur la rencontre avec d'autres cultures dans notre pays. On y voit ainsi un candidat égyptien à la naturalisation demander aux amis de son pays s'il fera un bon Suisse. Un fils d'immigré italien évoque le dilemme qu'il éprouve en assistant à un match de football Suisse-Italie: quelle équipe doit-il soutenir? Cette œuvre collective très amusante illustre avec beaucoup d'humour les avantages et les inconvénients d'une société multiculturelle.

Collectif d'auteurs: «*ID Swiss*», Suisse, 1999. Version originale sous-titrée en français, vidéo VHS, 90 minutes, documentaire.

Pour en savoir plus: «*Films pour un seul monde*», tél. 031 398 20 88, mail@filmeeinenwelt.ch, www.filmeeinenwelt.ch

Auto-école bouddhique

(dg) Dans le film *La bonne conduite*, des personnages d'origine et de nationalité différentes, qui n'ont au fond rien en commun, apprennent à mieux se connaître durant leurs leçons d'auto-école. Ainsi, une femme, qui a raté son examen à plusieurs reprises, est persuadée qu'elle ne peut trouver une harmonie intérieure qu'aux côtés de son moniteur bouddhiste. Un réfugié



afghan confie ses soucis et ses problèmes à sa monitrice. En présentant une Suisse multiculturelle, le film soulève sur le mode léger le problème de l'identité et incite le spectateur à s'interroger sur les clichés et les préjugés.

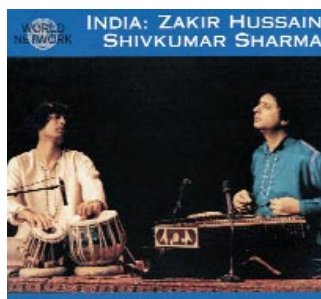
Jean-Stéphane Bron: «*La bonne conduite*», Suisse, 1999. Version française sous-titrée en allemand, vidéo VHS, 54 minutes, documentaire.

Distribution / Vente: Cinédia, tél. 026 426 34 30, fax 026 426 34 49, e+m.cinedia@mail-com.net
Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, fax 021 612 00 82, fed@lausanne.globaleducation.ch

Musique

Luth à cent cordes

(er) Les sons que le grand maître du *santour*, Pandit Shivkumar Sharma, fait naître en frappant les cordes de ses deux maillets sont semblables à ceux d'une harpe, en plus métallique. Ils forment une harmonie aérienne



et limpide. Le *santour* est un tympanon originaire du Cachemire. Les airs de ce «luth à cent cordes» ont des passages méditatifs, mais aussi des moments plus forts. Ceux-ci sont rythmés par le *daya* et le *baya*, les deux timbales du *tabla* dont joue Zakir Hussain, un musicien qui fait l'objet d'un véritable culte. Cette musique envoûtante des deux superstars indiennes a été enregistrée il y a dix ans. C'était le premier CD d'une remarquable encyclopédie qui allait réunir des enregistrements soigneusement documentés des quatre continents. Elle compte aujourd'hui 49 albums. «*01 India*» (Network Medien / COD Music)

Un joueur d'oud au café

(er) En Tunisie, son pays natal, on reprochait à Anouar Brahem une «attitude rebelle». Il a donc quitté le conservatoire avant d'avoir obtenu son diplôme et il est parti pour Paris. C'est dans ce creuset de la *world music* que le joueur d'oud a trouvé son identité. La virtuosité d'Anouar Brahem sur ce luth arabe à manche court lui a valu une reconnaissance internationale. Ses CD parus sous le label renommé ECM ont été unanimement appréciés. Il en va de même pour son dernier album *Astrakan Café*, enregistré en trio. Les cordes swingent avec une limpidité incomparable, la flûte déroule des mélodies aériennes, tandis que les tambours (*bendir* et



darbouka) tissent des rythmes parfois assourdis, parfois très percutants. C'est avec une légèreté captivante que les musiciens partent en quête de leurs racines musicales, qu'ils jettent des ponts entre la tradition arabe, le lyrisme nord-africain, le flamenco et l'improvisation, et qu'ils parviennent à réconcilier l'Orient et l'Occident.

Anouar Brahem Trio: «*Astrakan Café*» (ECM / Phonag)

Impressum:

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction:

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (vuc)
Sarah Grosjean (gis)
Andreas Stuber (sbs)
Sophie Delessert (dls)
Joachim Ahrens (ahj)
Gabriella Spirli (sgb) Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle:

Beat Felber (bf-production)
Gabriella Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls)

Graphisme: Laurent Cocchi, Lausanne**Photolithographie:** City Comp SA, Morges**Impression:** Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure**Reproduction:**

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de: DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: info@deza.admin.ch

48001

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 48'000**Couverture:** Hien Lan Duc / Vu**Internet:** www.ddc.admin.ch

La Suisse et le monde, magazine du Département fédéral des affaires étrangères, présente des thèmes actuels de la politique étrangère suisse. Il est publié quatre à cinq fois par an en français, allemand et italien. Le prochain numéro paraîtra au début du mois d'avril et sera consacré à l'image et à la présence de la Suisse dans le monde. Dans le dossier de sa livraison précédente, diffusée en janvier, *La Suisse et le monde* a abordé le dialogue des civilisations. On peut s'abonner gratuitement auprès de: «*La Suisse et le monde*» c/o Schaer Thun AG Industriest. 12 3661 Uetendorf

Dans le prochain numéro :

**L'Amérique centrale en plein bouleversement :
les gens, les réformes, le rôle de la société civile,
de la Suisse et de l'ONU**



Keystone



DIRECTION
DU DEVELOPPEMENT
ET DE LA COOPERATION
DDC